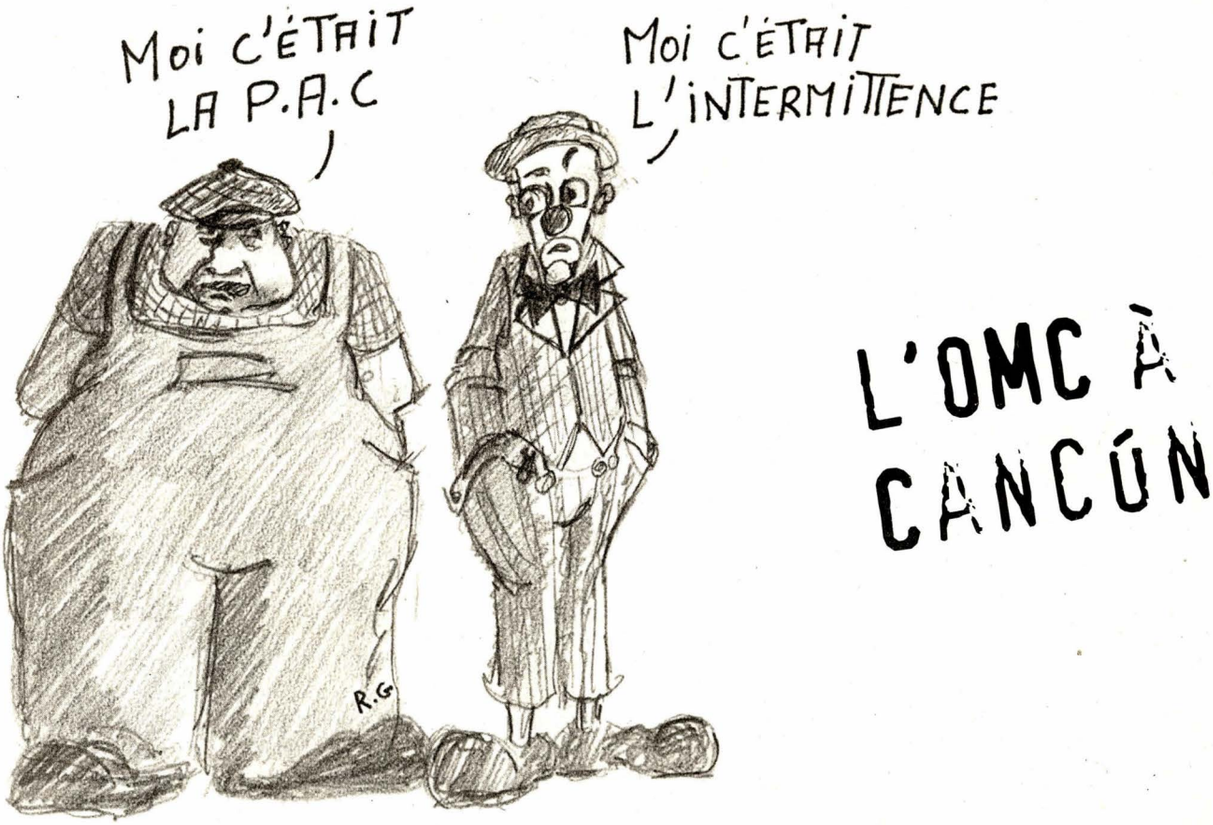
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire




L'OMC À CANCÚN

# Le monde est bien une marchandise

**Présenté comme un échec, le sommet de l'OMC confirme aux pays pauvres qu'ils subiront encore la loi du plus fort. Celle des pays riches qui subventionnent une économie « libérale » tout en imposant un mode inique et totalitaire de production et d'échange. La mondialisation n'est jamais que le prolongement logique de l'impérialisme. Misère, précarité et oppression sont les seules conditions garanties à l'humanité.**

## Bientôt dans les salles...
## Le Monde libertaire en procès

M 02137 - 1328 - F: 2,00 €

2€
0026-9433

*« La liberté entre autre choses, implique le respect de la vie. [...] Et je note en passant que s'il est licite de bombarder Hiroshima, il est interdit de pisser dans la rue. »*
Léo Campion

hebdo n° 1328
du 18 au 24 septembre 2003

# Sommaire


Un **incinérateur** mis en cause : cinq militants inculpés à Fumel, page 4

**L'Autruche** de F. Ladrisse a le bec acéré, page 5

L'appel pour l'autre forum : le **FSL**, page 5

La **SNCF** embauche, bonjour les critères ! par Nico, page 6

La **liberté d'expression** devant le tribunal, page 6

Brèves **internationales**, page 7

Contre la banque à **l'école**, page 7

La **croissance**, pourquoi faire ? par Cédric, page 8

F. Barillet n'a pas goûté le show de la **rentrée politico-syndicale**, page 8

La gestion étatique de la **chaleur estivale**, par Nathalie et Léonore, page 9

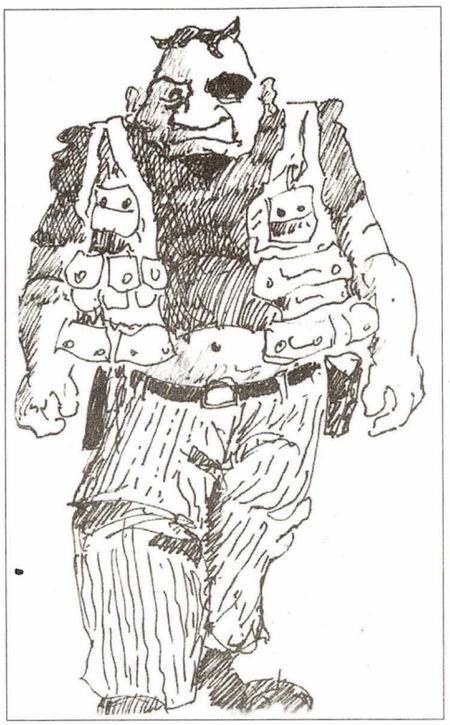
Dossier : **intermittents**, page 11

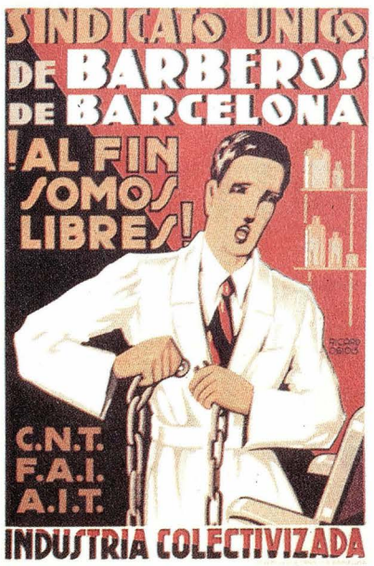
L'Aragon 36, l'ouvrage de F. **Carrasquer**, par C. Arnoult, page 18

Toutes les **pollutions estivales** de R. Dadoun, page 20

**Agenda** et **Radio libertaire**, page 22

Le **Off libertaire** de la fête du livre à Merlieux, page 23





Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

*Le Monde libertaire* est imprimé sur papier recyclé.



Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.


## BULLETIN D'ABONNEMENT

| Tarifs (hors série inclus) | France * (+ DOM TOM) | Sous pli fermé * France | Étranger ** |
|---|---|---|---|
| 3 mois 13 nos | ◯ 20 € | ◯ 32 € | ◯ 27 € |
| 6 mois 25 nos | ◯ 38 € | ◯ 61 € | ◯ 46 € |
| 1 an 45 nos | ◯ 61 € | ◯ 99 € | ◯ 77 € |
| Abonnement de soutien | ◯ 76 € | | |

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

**Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage**

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

# Editorial

C'EST BIEN un nuage toxique – élaboré comme mode gouvernemental avec les mensonges de l'administration Bush – qui empoisonne le peuple américain. Certes, cette propagande peut se nuancer suivant qu'elle est destinée à la nation ou à l'étranger. Elle se décline au gré des intérêts du plus gros complexe militaro-industriel, défendus par les surenchères d'une classe politique ultraréactionnaire. Aussi, peu importe que la sauvagerie capitaliste s'exprime par une guerre au Moyen-Orient. Peu importent les victimes irakiennes qui n'ont rien demandé, tout comme celles des Twin Towers de Manhattan. Peu importe même la dizaine de morts hebdomadaire parmi les marines. L'essentiel était de désigner un ennemi extérieur pour faire converger l'opinion, en un soutien indéfectible au pouvoir. Et tant pis si, pour le coup, cela suscite de nouvelles vocations au terrorisme parmi des populations déjà bien éprouvées par la logique de la fuite en avant vers le fric et donc le pouvoir. De toute façon, ce ne sont pas les riches qui en pâtiront car ils sont les champions du terrorisme et de la menterie. Du moment que cela leur rapporte. Alors oui ! la guerre c'est la santé de l'État !

En France, dans le même esprit falsificateur, et toujours pour assouvir les appétits puants de ces ogres, on ne rechigne pas à réformer – entendre « casser » – à grandes enjambées la Sécurité sociale. Les arguments sont des plus solides. Voyez plutôt : son déficit atteint un niveau record ! Ouais ! Déjà, tout dépend de la date à laquelle on arrête les comptes pour faire apparaître un débit ou un crédit. Ensuite, le déficit de la caisse est ridicule par rapport au volume des cotisations encaissées. Le déficit de l'État occasionné par nos brillants gestionnaires est bien plus lourd. Suggérons-leur de supprimer l'inutile achevé qu'est l'armée. Et pour être rationnel : l'État ! À gérer nous-mêmes nos propres besoins, nous ferions bien mieux que ces parasites. Quand on a conscience aussi que le déficit est régulièrement record depuis plus de vingt ans, ce n'est plus de la propagande, c'est carrément du travail de sape. C'est même un bourrage de mou en quelque sorte avec l'explication ultime qu'« il faut réformer puisque les autres pays le font » ! Mais si il existe suffisamment de personnes – dont nous sommes – impossibles à convaincre et décidées à refuser cet ordre mondial par l'expression de la révolte sociale, gageons que les petites frappes sarkosyiennes de l'État sauront dégainer tout l'arsenal juridico-policier pour les contraindre. La solution demeure plus que jamais dans la construction d'un rapport de force pour nous débarrasser de ces malfaisants. Vaste chantier.

# le nid de serpents

**Max Lhourson**

LE RÉCENT SOMMET DE L'OMC à Cancún aura eu le mérite de la clarté. Le libre-échange, c'est de la farce. Paradoxalement, ce sont les pays du Sud qui venaient réclamer une application plus stricte de ce principe, à commencer par la suppression des subventions astronomiques que les puissances occidentales attribuent à leur agriculture. Ces « aides » ont pour effet de fausser le marché, permettant d'exporter des produits à un coût dérisoire, et ruinant les producteurs du Sud. Autant qu'une arme économique, c'est une arme politique de domination.

On comprend que l'Union européenne et les États-Unis leur ont ri au nez. Ils ne vont pas abandonner pareille aubaine. Donc, il est apparu ceci : le Nord continuera à s'affranchir des règles qu'il impose au Sud.

Loin d'être une simple extension du règne de la marchandise, la globalisation est un développement de l'impérialisme, comme système politico-économique. Le dogme libéral, principal ennemi des « altermondialistes », est un conte pour enfants – enfants qui voient en lui, comme Nikonoff, une « croyance fanatique ».

Que certains requins multinationaux mangent à plusieurs râteliers ne change rien à l'affaire : chaque gouvernement œuvre pour le bénéfice de ses capitalistes locaux. Tous ceux qui, au nom de la liberté, défendent et renforcent l'État, se fourrent le doigt dans l'œil. Armer le bras gauche du système pour combattre le droit est une absurdité. On n'apprivoise pas le monstre froid de la domination. On ne domestique pas la marchandise. On les éradique.

## *Le Monde libertaire* : procès en vue

***Le Monde libertaire*** **se trouve pris dans une lamentable tourmente. La société Idex & C^ie^, après avoir licencié notre compagnon Nico pour « faute grave » (suite à son article intitulé « Climat pesant à la BNF », paru dans le ML n° 1321 du 22 mai 2003), attaque non seulement ce camarade, mais aussi notre journal pour avoir publié cet article prétendu « diffamatoire » et « injurieux ». Même affaire, mêmes sanctions requises (plusieurs milliers d'euros de dommages et intérêts). Ce n'est certes pas la première fois que *le Monde libertaire* se frotte à la justice, et ce ne sera sans doute pas la dernière. Nous connaissons la recette, nous qui n'avons jamais montré la moindre complaisance vis-à-vis du capitalisme et de ses sbires. La vocation de notre hebdomadaire est, entre autres choses, d'offrir un espace de paroles à ceux que l'exploitation et l'aliénation révoltent. Si Idex fait partie de ces marchands pour qui la liberté d'expression, quand elle ne peut être brisée, doit à l'occasion être soumise à la taxe, que cette société aux coffres pourtant bien remplis sache que la liberté de parole ne sera, pour nous, jamais négociable. Qu'elle sache aussi que l'indignation et la colère des victimes et des humiliés (parmi lesquelles, pourquoi pas, des salariés d'Idex) trouveront toujours une place – et une place de choix – dans nos colonnes. Nous persisterons, et nous signerons !**

**Quant à vous, chers lecteurs, chères lectrices, nous ne manquerons pas de vous tenir informé-e-s de la suite des événements.**

## Procès de Fumel

# Relaxe pour les cinq inculpés !

**Pour avoir mis** hors d'état de nuire en 1999 un incinérateur d'ordures ménagères à Fumel, dans le Lot, 14 militants d'AC! Clash ont été poursuivis et mis sous contrôle judiciaire: interdiction de se réunir, de participer à des actions militantes, etc. Cinq d'entre eux vont passer en procès le 17 septembre au tribunal d'Agen pour « destruction de biens publics et sabotage ».

En réalité, l'administration avait mis en évidence que cet incinérateur ne respectait plus les normes antipollution. En clair, cette usine empoisonnait les populations locales et leur environnement. Fallait-il attendre un nouveau scandale d'incinérateurs polluants pour réagir comme à Albertville ou Besançon où l'on a vu l'abattage de bétail, l'interdiction de consommer certains produits contaminés à la dioxine, et l'augmentation de la mortalité de la population ?

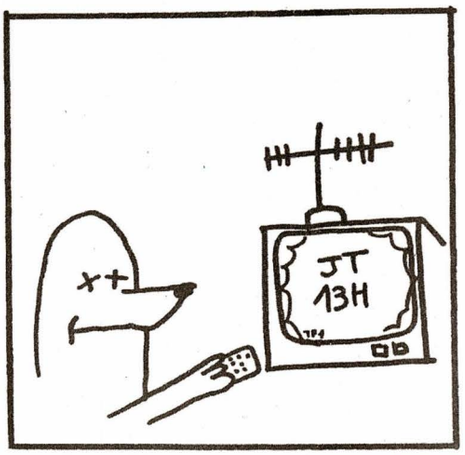
Dans une situation où l'État, incapable de réagir pour nous protéger en n'appliquant pas ses propres directives, et où les exploitants de l'incinérateur continuaient à engranger du profit sans scrupules, des individus ont appliqué le seul moyen de défense qui leur restait.

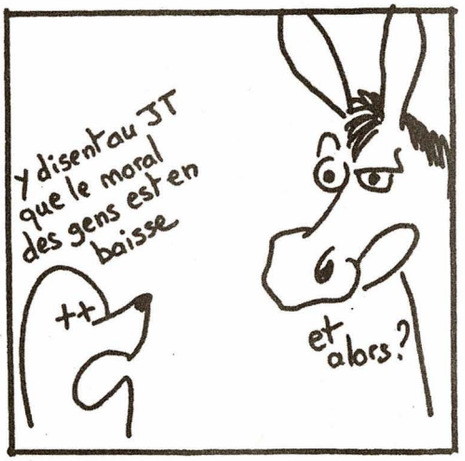
Nous comprenons le geste des personnes qui sont maintenant convoquées devant le tribunal d'Agen le 17 septembre. C'est pourquoi nous demandons que la relaxe soit prononcée à leur encontre, que l'État soit convoqué dans ce dossier pour non-assistance à personnes en danger et que les exploitants de l'incinérateur mis hors d'état de nuire soient traduits en justice pour répondre de leur avidité qui pouvait être mortelle, à terme.

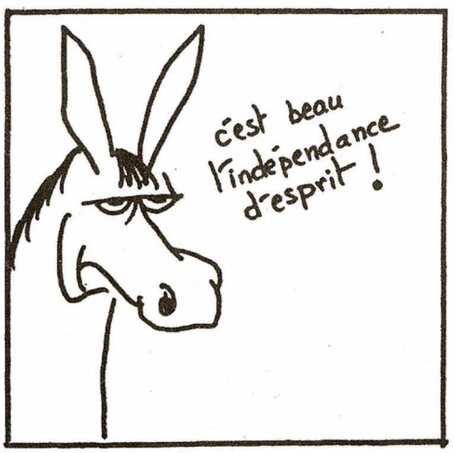
Nous relevons aussi qu'une autre association de lutte contre les incinérateurs, Appel, est traduite en procès à Montpellier le 18 septembre pour avoir dénoncé dans son bulletin une filiale de la Lyonnaise des eaux qui gère l'incinérateur controversé de Lunel (Hérault). Alors que, dans le même temps, les plaintes des associations contre ces géants du traitement des ordures ménagères finissent dans des tiroirs.

Ces procès doivent être l'occasion de mettre en évidence la collusion entre multinationales et pouvoirs publics dans les domaines du traitement des ordures ménagères, des OGM, du nucléaire, etc. C'est la raison du plus fort et de l'argent contre les intérêts et les revendications des populations qui priment. À nous d'inverser le rapport de force, notamment en soutenant les luttes contre les incinérateurs, pour le tri sélectif, contre les multinationales de l'environnement. Au-delà, il nous faut revendiquer le retour des activités telles que le tri des ordures ménagères, leur collecte sélective, etc., dans le domaine public communal où nous pourrions nous organiser sans notion de profit et de pollution lucrative.

**Secrétariat aux relations extérieures de la Fédération anarchiste**
**13 septembre 2003**
*145, rue Amelot 75011, Paris*
*relations-exterieures@federation-anarchiste.org*






## Deux poids, deux mesures ?

**On va pouvoir comparer. Deux flics ont pris, « discrètement » dixit le *JDD*, l'un neuf mois sursis, l'autre six, toujours avec sursis bien sûr. Un troisième s'en est tiré avec les félicitations du jury, faut croire, puisqu'il a été relaxé. C'était mercredi 10 septembre, au tribunal de Bobigny.**

**Il semble que ces aimables fonctionnaires de la Police de l'air et des frontières, qui officiaient à Roissy, aient pris l'habitude de « bousculer » un peu les étrangers qui passaient entre leurs mains. Un témoignage fait état de la scène suivante (toujours cité par le *JDD*) : « Après l'avoir abreuvé d'insultes racistes, ils l'ont plaqué au sol, menotté. L'un des policiers a enfoncé des aiguilles sous les ongles de ses orteils. Un autre lui a écrasé les testicules. Un troisième l'a quasiment étouffé en lui versant de l'eau dans les narines. » Un gentil organisateur, cent kilos tout de même, se serait assis sur le ventre du patient. L'IGS (Inspection générale des services) a dégotté d'autres victimes.**

**Mais ce n'est pas ça qui les a fait tomber. Non, leur hiérarchie s'est émue quand ils s'en sont pris à une jeune collègue, la menaçant de couteaux et la sommant de retirer ses sous-vêtements… Bref, le pire du lot, le lieutenant P. – oui, on ne jettera pas son nom aux chiens comme celui d'un vulgaire braqueur –, pourtant très bien noté paraît-il, lui qui écoutait souvent des chants nazis dans son bureau (preuve que la musique n'adoucit pas les mœurs), s'est tout de même fait lourder.**

**Essayez, vous, d'enfoncer une aiguille – même une petite ! – sous les ongles d'un représentant de l'ordre… Vous verrez ce que diront les juges. On vous le répète, s'il y a une justice, elle n'est pas dans les tribunaux !**

Moïse Cailloux

## Quand l'autruche éternue...

**Des paillettes sur les blouses.**
**« L'hédonisme et les loisirs, tarte à la crème de ces dernières années, ne sont plus la panacée. Le travail redevient glamour ». (Jean-Claude Maurice, éditorialiste du dimanche)**
Brutalement privées de « glamour », les salariés de Metaleurop, d'Alstom, de Daewoo... ne peuvent plus compter que sur les pages emploi de *Cosmopolitan* et de *Marie-Claire Maison*. Quant à monsieur Maurice, grande est la tentation de le coller, un mois durant, devant un tour, une fraiseuse. Dans le bruit des machines-outils, l'écouter hurler : c'est glamour !

**Y être ou pas.**
**« Nous sommes là où nous sommes ». (Jean-Pierre Chevènement)**
Pendant que vous y êtes, restez-y.

**Guignol's big band.**
**« Avec 15 000 morts sur le dos, ce n'est pas le moment d'aller faire le guignol à la télévision ». (Dominique Ambiel, conseiller en communication de Raffarin)**
Les guignols, on les a pourtant vu défiler dans le poste. En deux semaines et dans le désordre : Darcos, Mattéi, Aillagon, Hollande, Bové, Blondel, Ferry, Besancenot, Raffarin, Kouchner, Sarkozy, Giscard, Juppé, Le Pen, Bédier, et j'en oublie... C'est ça qu'est rasoir chez Guignol : c'est toujours les mêmes, et ça finit toujours pareil.

**C'est mon choix.**
**« Je crains qu'un jour il y ait une crise. Oui, j'ai choisi de le dire ». (François Bayrou)**
Quel courage, quel cran... À travers cette déclaration, Bayrou renoue (enfin !) avec la bravoure politique, en digne héritier de Giscard et d'Antoine Pinay.

**La solitude des petits vieux.**
**« Robert n'est pas seul. Les huistes existent ». (Un élu communiste)**
Surtout faites-lui boire beaucoup d'eau, sans pastis de préférence. Et pendant la fête de l'*Huma*, veillez à ce qu'il ne reste pas trop longtemps sur scène, sous la chaleur des projecteurs.

**Frédo Ladrisse**
(*Sources*: *Europe 1*, *France Inter*, le Journal du Dimanche, Libération, le Monde)

**c'est toute ... la jungle qui s'enrhume**

# Pour un autre forum social

## Forum social libertaire – Salon du livre anarchiste Saint-Ouen, du 11 au 16 novembre 2003

**Aucun gouvernement**, de droite comme de gauche, ne peut et ne veut remettre en cause le capitalisme. Aucun gouvernement, aujourd'hui ou demain, ne nous prémunira contre les licenciements, l'extension de la précarité, les salaires de misère, les attaques contre la protection sociale, le démantèlement des services publics, les politiques sécuritaires et racistes. La logique libérale, portée par le patronat, suscite tant de misères et de révoltes qu'elle a besoin d'un État ouvertement policier. L'idéologie libérale, en réduisant nos vies au seul aspect marchand, est vécue par beaucoup d'entre nous comme une insoutenable oppression. Qu'il s'exprime dans la rue, sur nos lieux de travail, dans le monde associatif, etc., le refus de cette société fédère un nombre grandissant de personnes. Un refus qui construit les luttes sociales mais s'auto-limite souvent en ne portant pas de projet de société en rupture avec le capitalisme. Parallèlement, les pratiques sociales libertaires se développent : coordinations de luttes, assemblées générales souveraines, démocratie directe, action directe, syndicalisme anticapitaliste, etc., En Argentine, en Kabylie, au Mexique, etc., en France :

– de l'hiver 95 au récent mouvement social du printemps et de l'été 2003 ;

– des luttes anti-mondialisation (G8 à Évian), aux luttes pour la liberté de circulation et d'installation aux côtés des sans-papiers ;

– les mouvements de chômeurs, la lutte contre le patriarcat ou pour la gratuité des transports, les luttes écologistes, etc.

Les libertaires construisent une alternative sociale au système. Ils et elles mettent en place aujourd'hui des expériences, bases possibles à la société de demain. Les libertaires proposent des revendications immédiates en rupture avec le capitalisme, le patriarcat, l'étatisme, le nationalisme xénophobe, le militarisme, le sexisme, le productivisme et la religion. Les libertaires participent à la mise en place de pratiques autogestionnaires fondées sur l'action directe, la gestion directe des luttes, les comités de grèves, le mandatement et le contrôle des délégués (mandat révocable). Il y a en effet urgence à faire entendre à celles et ceux qui ont aujourd'hui le sentiment de se heurter à un mur que subsiste l'espoir d'une société différente. Ce mur, personne ne l'abattra à notre place. Les partis politiques sont englués dans la gestion plus ou moins sociale de ce système. Ils rêvent d'un capitalisme à visage humain où la misère et l'injustice ne seront pas supprimées. Ce mur, nous pouvons l'abattre. D'autres mondes sont possibles, c'est à présent une idée communément admise, et c'est en soi une victoire. Un autre monde, oui, mais lequel ?

Comment imaginer une société où l'individu est au centre de l'organisation sociale, où la satisfaction des besoins et le partage égalitaire des richesses remplacent le profit, où l'entraide et la liberté remplacent le pouvoir et la coercition ?

Nous vous donnons rendez-vous du 11 au 16 novembre 2003 pour le Forum social libertaire et le deuxième Salon du livre anarchiste.

*Alternative libertaire, Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, Coordination des groupes anarchistes, CNT, Fédération anarchiste, No pasaran, Offensive libertaire et sociale, Organisation communiste libertaire*

**Pour toute correspondance concernant le FSL :**
**Fédération anarchiste**
**145, rue Amelot, 75011 Paris**

Le monde féerique du chemin de fer

# sélection à la sncf

## un mode de répression et d'autoritarisme

**Beaucoup de personnes** aimeraient se faire embaucher dans la fonction publique pour diverses raisons. Mais pour y arriver il faut franchir des barrières : concours et entretiens. Afin de mieux cerner ce système et ses méthodes autoritaires, je vous fais part de mon expérience.

En effet, voulant entrer à la SNCF, pour devenir « agent de conduite » ou « conduiseur » pour les meilleurs, j'ai dû passer deux journées de gavage et de lobotomisation.

Le directeur chargé du recrutement présente la SNCF non plus comme une entreprise mais comme un groupe s'ouvrant vers des marchés européens. Il estime que les ouvriers ne sont rien, juste de la matière organique. Ce même directeur dénonce l'attitude des cheminots « qui ont mangé leur pain blanc », ce qui a pour conséquence, le surendettement du groupe. Par exemple, il nous explique que « la société n'a plus les moyens financiers [humains sûrement] de remplacer les vitres rayées des trains » et qu'il aimerait « bien aller chez les vandales leur rendre justice en rayant leurs carreaux ». Oui, « eux », les sauvageons de banlieue certainement.

Il évoque aussi le dur métier de contrôleur, le fait que la fraude coûte cher et constitue donc une perte sur la rentabilité et également sur le nombre de clients. Quelle gratitude envers de simples flics !

Ce que cherche la SNCF ? Tout simplement des personnes cogérant la boîte, prêtes à s'investir auprès de la direction, donc à entrer dans la norme libérale (la CGT aura de la concurrence). Après cette plaidoirie républicaine, nous subissons réellement la sélection. Tout d'abord, le matin, avec des tests et des questionnaires sur nos motivations (trois pages) suivis, l'après-midi, d'un entretien individuel traitant encore de nos motivations.

Nous avons pu constater au passage que quatre personnes au « bronzage affirmé » se sont fait recaler.

Deuxième journée, nous avons eu le droit une fois de plus d'exposer nos motivations, puis de subir des tests psychotechniques. Il fallait également, remplir un questionnaire « sur notre personnalité » (190 questions !). À la fin, un nouvel entretien avec « psychologue » et directeur de recrutement, bref tout le gratin à abolir. Qu'est-ce que le travail pour vous ? Les 35 heures ? La fonction publique ? La drogue ? L'alcool ? Tout y passe. Le pseudo-psychologue fait son compte rendu sur notre profil psychologique. Résultat : pas pris. Peut-être qu'ils estiment que je n'ai pas une pensée suffisamment ferroviaire, pour prendre la voie du rail me guidant vers le train ?

Voilà un petit aperçu des méthodes autoritaires et manipulatrices, utilisées par les dirigeants des services publics. N'oublions pas que les syndicats réformistes sont très attachés à ces concours et sélections, donc à l'État.

Sachez, messieurs les réformistes, que, si nous sommes tous dans la même société, nous ne sommes décidément pas du même bord.

Toutefois, je tiens à remercier la SNCF de m'avoir si gentiment fourni papiers et stylos pour effectuer ces tests que je conchie. Alors n'oubliez pas qu'à la SNCF tout est possible !

**Nico**

*groupe FA d'Ivry et CNT-BNF*

## Encore un syndicaliste devant les tribunaux

**Nico**, militant du Groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste) et de la CNT, a été licencié par son employeur, la société Idex & Cie. Cette sanction a été prise dans la foulée du mouvement de défense des retraites. Elle prend pour prétexte un article publié dans *le Monde libertaire* (« Climat pesant à la BNF », n° 1321). Nico y exposait la situation qui était la sienne, technicien intérimaire puis embauché. Il y dénonçait, entre autres, le manque de personnel et l'ambiance délétère, cause d'un grand nombre de départs.

Ce licenciement est tout à fait abusif, parce que tant le Code du travail que la jurisprudence reconnaissent le droit d'expression des salariés. L'affaire sera jugée au tribunal des prud'hommes le 16 septembre.

Mais ce n'est pas tout. Dans un effort désespéré pour éviter la déroute devant la juridiction paritaire, Idex traîne notre compagnon devant le tribunal correctionnel pour diffamation et injures publiques. Ne reculant devant rien, cette « société en commandite simple au capital de 800 000 euros » exige d'un ouvrier le paiement de sommes qui, cumulées, frisent les 10 000 euros pour un préjudice imaginaire !

La vérité, c'est que ce patronat de combat ne supporte pas le vrai syndicalisme, ni qu'on expose au grand jour la façon dont il honore ses contrats commerciaux. La vérité, c'est que notre compagnon paie pour avoir défendu ses droits et ceux de tous les travailleurs.

Nous n'accepterons pas, nous ne pouvons accepter, qu'on nous ferme la gueule. Même si nous avons bon espoir de voir la société Idex totalement déboutée, devant les deux juridictions, nous appelons tous ceux qui ont à cœur la défense du monde ouvrier à protester vigoureusement et à soutenir Nico. Celui qui s'en prend à l'un d'entre nous, c'est à nous tous qu'il doit avoir affaire !

**Groupe libertaire d'Ivry**

*Le 10 septembre 2003*

**Nous appelons à deux rassemblements :**

**★ Mardi 16 septembre, à 10 heures, devant le conseil des prud'hommes, 27, rue Louis-Blanc, M° Louis-Blanc, Paris 10e.**

**★ Jeudi 18 septembre, devant le tribunal de Paris, 6, bd du Palais, Paris 1er, M° Cité, à partir de 13 h 30.**

# Brèves du monde

## Réforme des services secrets italiens

LA RÉFORME des services secrets a obtenu en Italie l'approbation du Sénat. Cette réforme modifie sur certains points la loi qui règle leur fonctionnement.
Aujourd'hui, vu « les problèmes » du terrorisme international, on donne aux services secrets la possibilité d'embaucher des experts extérieurs aux appareils militaires et administratifs, surtout pour ce qui touche au niveau technologique.
Mais la partie la plus importante est l'article 4 qui prévoit « l'impunité du personnel des services pour les informations et la sécurité qui sortent de la légalité pendant la préparation ou l'exécution d'opérations délibérées et autorisées pour des fins constitutionnelles ». Cela s'applique aussi à leurs collaborateurs (article 4-4).
Cette loi est faite sur mesure pour couvrir d'une manière définitive tout abus fait par les services secrets.
C'est clair, l'activité illégale devra être autorisée par avance par les organismes de contrôle politique, mais la même loi a trouvé la solution au problème : l'article 10-4-3 indique qu'« une autorisation à l'accomplissement d'actes délictueux peut être donnée directement par le chef des services qui, seulement par la suite, devra formuler la requête à qui de droit ».
L'Italie, qui a connu l'œuvre des services secrets à l'époque de la stratégie de la tension, doit se sentir rassurée en sachant qu'aujourd'hui ces mêmes services peuvent faire tout ce qu'ils veulent, garantis par avance de l'impunité par une loi républicaine.

*Transmis par le groupe Proudhon de la FA*

## États-Unis : Harcèlement sexuel dans les fast-foods

Insultes quotidiennes et droit de cuissage sont apparemment monnaie courante dans les fast-foods américains ; jusqu'au cas extrême d'une fille de 14 ans qui accuse son manager de l'avoir violée. La Commission pour l'égalité des chances à l'emploi note que la restauration rapide est l'industrie où les plaintes pour harcèlement sexuel sont les plus nombreuses, et y voit une tendance inquiétante. Les victimes sont en général très jeunes, souvent dans leur premier emploi, et hésitent à rendre compte des comportements abusifs aux agences gouvernementales. De plus, il apparaît que certaines victimes qui se sont plaintes à leurs supérieurs ont été simplement licenciées. Néanmoins les condamnations s'accumulent.

## Enfants exploités dans les champs de coton en Inde

En Inde, les producteurs de semence de coton hybride de firmes nationales et multinationales emploient 450 000 petites filles de 6 à 14 ans. Les familles les y envoient travailler une saison, contre un prêt. Mais les filles y restent plusieurs années, travaillant toute la journée pour un salaire de misère, dépourvues de toute éducation et exposées à de dangereux produits chimiques. Unilever, Monsanto, Syngenta, Bayer, entres autres, entretiennent ce système en imposant des prix d'achat aux producteurs largement inférieurs à ceux du marché. Ces grandes compagnies qui affichent des préoccupations sociales se désintéressent des conséquences de leur politique : les paysans recourent à la main-d'œuvre très bon marché, les enfants, pour garder une marge bénéficiaire.

## Blair laisse les employeurs religieux licencier les travailleurs gays

Le gouvernement britannique autorise une législation qui permettra aux écoles religieuses, églises, hospices et autres employeurs religieux de licencier le personnel lesbien et gay. Les militants pour l'égalité des droits sont furieux de découvrir que les dispositions pour combattre les discriminations sur les lieux de travail prévoient de larges exceptions pour les employeurs dont « l'éthique est basée sur la religion et la croyance ». Le mouvement chrétien lesbien et gay s'inquiète de ce que ces dispositions vont institutionnaliser l'homophobie.

## Excision : les Sénégalais avancent

108 villages sénégalais, de la région de Tambacounda, ont publiquement déclaré abandonner l'excision et les mariages précoces. Cette démarche, entreprise dans le cadre du programme d'éducation Tostan de l'Unicef, porte à 816 (soit 16 % des populations concernées) le nombre des communautés engagées.

## Abandon des mutilations génitales au Burkina Faso

Couronnant un programme d'éducation auprès des habitants de 23 villages burkinabés, l'organisation Mwangaza a organisé avec ses partenaires une cérémonie le 3 mai dernier à Ouagadougou pour célébrer l'annonce publique de l'abandon des mutilations génitales féminines par les autorités locales des villages participant au programme. Une première dans le pays, relayée par les médias, et à laquelle participaient de nombreux officiels, des organisations de femmes et de développement.

# La spéculation boursière hors de nos écoles !

POUR la quatrième année consécutive, le Crédit industriel et commercial a organisé, en 2002-2003, son jeu boursier les « Masters de l'économie », en direction des jeunes dans les établissements scolaires.

Comment peut-on parler de liberté, d'égalité, de fraternité et faire entrer dans nos écoles l'idéologie illusoire du profit et de l'argent facile ? Les valeurs de solidarité, de travail, de respect ont-elles encore leur place dans les établissements ou le CIC présente son jeu et le modèle de société qui lui correspond ?

La neutralité scolaire et les principes de l'école de la République sont ouvertement bafoués par ce prétendu outil pédagogique. L'organisation de ce jeu participe à l'offensive idéologique et économique que subit notre système éducatif et aux conditionnements auxquels sont soumis les jeunes au sein même de l'école.

Ensemble, mobilisons-nous pour dénoncer ce type de jeu et toutes les pressions idéologiques et économiques auxquelles sont soumis les jeunes et notre système éducatif.

Refusons ce type de jeu, intervenons auprès des établissements affiliés, des conseils d'administration, des conseils d'école, etc., des fédérations de parents.

Signons massivement la pétition qui sera adressée au ministère de l'Éducation nationale.

**J.-F. Vincent**
*président de l'Office central de la coopération à l'école*

**Pétition à retourner avant mars 2004 à : Action consommation, 21 bis, rue Voltaire, Paris 11e. Toutes les informations sur la campagne : www.actionconsommation.org**

# Raffarin partout, intelligence nulle part !

**Le premier ministre se fait l'apologiste de la croissance. Parée de toutes les vertus, elle doit sauver le pays de la mouise dans laquelle l'enfonce, en particulier, un déficit budgétaire monstrueux. Mais du bien-être des individus point n'est question.**

**Monsieur Raffarin**, si je puis me permettre, et tout en sachant qu'étant un humain comme les autres vous êtes soumis aux mêmes égarements quand la situation dans laquelle on se trouve nous dépasse, mais tout de même…

La croissance sauvera le monde (la France, dans votre obsession personnelle, mais c'est la même chose, les « chefs » d'ailleurs pensent comme vous). Vous et vos prédécesseurs, de tous pays, n'avez que ce mot à la bouche, la croissance, l'augmentation des richesses, l'opulence sans limites. Mais, réfléchissez, que diable ! Vous avez un cerveau, non ? Qu'il serve !

La croissance, quelle folie a pu entraîner une bonne partie de l'humanité dans cette voie qui ne mène nulle part ? On ne peut nier que la vie aujourd'hui est, par certains côtés, plus simple que celle de nos ancêtres. La médecine a beaucoup progressé, les connaissances humaines sur le monde sont plus grandes que jamais et parfois si complexes qu'une vie ne suffirait pas, ne serait-ce qu'à tout apprendre. La production alimentaire suffit à nourrir tous les individus de cette planète. En théorie seulement, puisqu'en pratique vous et les autres humains comme vous qui dirigez – un pays, une entreprise, une guérilla, – vous autorisez le droit de capter la richesse et d'en disposer selon votre bon vouloir. Vous êtes aidés en cela par d'autres humains – le militaire, l'actionnaire, le guérillero, qu'importe – qui n'ont rien trouvé de mieux que de vous abandonner leur volonté. Et vous croyez que c'est grâce à la croissance, en pensant sans cesse à la croissance, qu'on pourra continuer dans cette direction, *ad vitam aeternam* ? Le jour où tous les humains auront tout ce qu'ils veulent, que se passera-t-il ? Mais les humains n'auront jamais tout ce qu'ils veulent, n'est-ce pas ? Ce serait le plus grand des drames, tout votre discours et la justification de votre activité disparaîtraient d'un seul coup. Et qu'arriverait-il donc à votre petite existence ?

Nous sommes des êtres humains, monsieur, membres d'une espèce qui en est là où elle est par la seule puissance de son intelligence, et rien d'autre. Notre organisme est faible, chétif, friable, à la merci du chaud et du froid. Ce ne sont pas nos muscles qui nous caractérisent (le plus fort de tous les humains ne peut rien, à mains nues, contre un éléphant, ou même un essaim d'abeilles énervées). Ce n'est pas non plus notre travail. Notre force se trouve dans notre intelligence. C'est elle qui nous aide à construire toutes les machines que l'on a construites depuis des millénaires et qui travaillent à notre place. Oui, à notre place. Vous imaginez ça, monsieur Raffarin ? Les êtres humains, quand la simple survie n'est plus une nécessité et que le temps se libère pour leur permettre d'utiliser leur cerveau pour autre chose, passent leur temps à inventer des machines, pour faire le travail à leur place !

La croissance n'est qu'une foutaise, une absurdité qui ne sert qu'à justifier votre fonction. On aurait besoin de vous pour mener à bien cette mission. Il faut que la France soit forte, qu'elle croisse, sans cesse, sans arrêt, sans limites. Vous êtes un homme politique, et la croissance est votre discours. Vous parlez fort, l'air convaincu, vous occupez l'espace. On aurait besoin d'un chef, d'une tête, d'un penseur de l'action, pour la croissance. Ridicule.

Non, monsieur, l'humanité (les Français, quand c'est vous qui parlez) n'a pas besoin de croissance, n'a pas à penser le monde en ces termes. La vraie mesure de l'action humaine, c'est le bien-être des individus. Qu'on travaille ou qu'on soit chômeur n'a aucune importance. Qu'on ait à manger ou pas, voilà la vraie question. Qu'on puisse se soigner quand on est malade, qu'on ait une maison où dormir, des vêtements, une éducation, voilà la mesure des actes humains. On se fiche que la quantité augmente. Ce dont on a besoin, c'est qu'il y en ait assez pour tout le monde.

Quand vous parlez de croissance, monsieur Raffarin, j'entends le discours d'un homme qui veut se rendre indispensable, qui crée toute une rhétorique justifiant sa position de pouvoir et les privilèges qui l'entourent. Je n'entends pas le discours de la raison, d'un cerveau humain qui réfléchit, honnêtement, dans un but d'amélioration des conditions d'existence des autres.

Obsédé par la croissance, obsédé par l'emploi, par le chômage, par le travail, mais quelle folie vous habite ? Arrêtez de faire semblant de penser, allez faire la sieste ou l'amour ; à votre âge, on peut profiter un peu de ce qui nous reste à vivre. Et prenez des vacances, ça nous en fera.

**Cédric**
*groupe de la Villette*

# La rentrée théâtrale

**Il est bon**, Blondel. Il connaît bien son rôle. Son rôle de permanent de la scène syndicale. Passionné, fort en gueule, jamais à court de répliques. Il en met plein la vue. Bravo ! Sauf qu'à la longue, au fil des saisons, l'abonné fidèle n'est plus dupe du brio, se lasse des reprises et des redites, se demande toujours qui est l'auteur du texte. Dimanche 7 septembre, à la radio, cet histrion veut me faire croire que le premier ministre de la France n'aurait de politique qu'au jour le jour, sans avenir car sans ambitions, dans le seul petit, souci de différer son retour en Poitou.

Mais je connais aussi le répertoire de Raffarin et je sais qui en sont les auteurs. Que le rôle n'est pas neuf, que le spectacle est à l'affiche depuis plusieurs lustres et s'intitule « Vous en voulez ? En voilà ! ». Au bon peuple qui compose l'assistance, on jette des feux et des paillettes, des bons mots, des leurres et des soupirs, des coups fourrés et des coulpes battues, tous les artifices de l'art dramatique. Ledit premier est à l'avant-scène, depuis plusieurs lustres, sous divers noms d'artiste. Les acteurs de complément, dont Blondel depuis 1989, sont de précieuse utilité. Dans la coulisse de ce théâtre (c'est un théâtre privé), les actionnaires (très solidaires), le gérant (c'est un baron), les techniciens affidés (son et lumières, écrans de fumée), les chroniqueurs (qui servent la soupe) et les sponsors (qui ramassent les miettes), les employés dévoués (le comptable, la caissière) et les amis de la famille (le général, l'aumônier) font le compte des succès et des bénéfices. Au jour le jour certes, mais dans la perspective assurée que leur grand soir est inéluctable, qu'ils auront tout, demain matin. Ils ne sont pas pressés, ce sont d'amples stratèges et de fins tacticiens, leur assise est ferme et la durée leur alliée (« il faut laisser du temps au temps », disait une *guest star* de leur prestigieux casting). Ils auront tout demain matin, et déjà je ne me sens pas très bien.

**François Barillet**

# canicule
# quand les pouvoirs publics font le mort

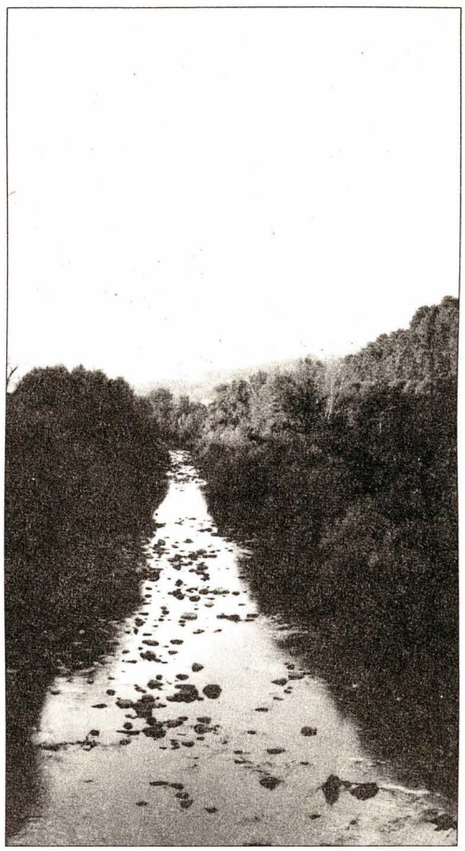


Photo : S. Garcia

Nathalie et Léonore

On a l'habitude d'entendre parler des personnes âgées souvent sous l'angle de ce qu'elles coûtent à la société et de leur nombre menaçant. Voilà que la canicule de l'été 2003 amène une considération quelque peu différente de la question. Manque de personnels formés dans les structures médicalisées, manque de matériel, isolement dans lequel sont certaines de ces personnes, indifférence de la société, se révèlent soudainement comme si les problèmes étaient tous nouveaux. Fallait-il donc 13 000[1] victimes d'un système de santé en pleine déliquescence pour que l'on daigne entr'apercevoir les conditions de vie des plus âgé-e-s d'entre nous ?

## Pertes de mémoire

Tout d'abord, qui sont ces 13 000 victimes du laxisme des pouvoirs publics ? De toute évidence les plus pauvres, c'est-à-dire ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se payer les aides nécessaires. Or nos gouvernants ne semblent pas se souvenir que les aides aux vieux n'ont cessé de diminuer ces dernières années : mise en place de l'Aide personnalisée à l'autonomie, censée favoriser le maintien à domicile, qui a été transformée en peau de chagrin par la droite ; augmentations successives de la part restant à charge de l'assuré social pour les frais médicaux ; diminution des retraites, etc.

Mais les personnes qui ont été les plus touchées sont aussi les plus isolées : personnes vivant seules, sans famille ou ayant rompu les liens familiaux. Comment interpréter autrement le nombre de corps « non réclamés » pendant plusieurs jours ? Tout cela est clairement révélateur de la situation qui est faite aujourd'hui aux personnes dites âgées. Des milliers de vieux qui meurent dans l'indifférence générale, est-on tenté de penser, c'est toujours ça d'économisé sur les retraites, la Sécurité sociale, etc.

Car les pouvoirs publics étaient parfaitement au courant de tous les problèmes existant, tant en gériatrie que dans les services d'urgence. Les sonnettes d'alarme, régulièrement tirées par les professionnels de la santé, avaient encore été agitées pas plus tard qu'au printemps dernier. La suppression brutale de budgets que l'on avait promis aux institutions d'accueil des personnes âgées étant le dernier « coup de poignard dans le dos ». Au moment où les gouvernements successifs se gaussent de « démarches qualité », d'« accréditation »[2], au demeurant fort contraignantes pour les équipes soignantes, la catastrophe sanitaire des mois de juillet et août vient pointer les dysfonctionnements et les manques. 13 000 victimes d'un système de santé que l'on ose nous présenter comme « de qualité », la plaisanterie prend des allures sordides…

Pourtant, le problème est très simple : d'une part, il manque des personnels formés (médecins, infirmières, aides-soignantes) ce qui était parfaitement prévisible à long terme. Il aurait dû y avoir une réévaluation des besoins depuis déjà des années, avec ouverture de places dans les écoles. D'autre part, il y a une carence d'aides à domicile, car ce métier est particulièrement mal valorisé : salaires extrêmement faibles (environ 1 000 euros) alors que les conditions de travail sont difficiles (horaires décalés, déplacements fréquents, isolement face à des situations parfois difficiles, etc.) et que le temps de travail peut être fluctuant selon les périodes. On voudrait décourager les meilleures volontés qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Au final, c'est la personne âgée qui se retrouve soit contrainte d'entrer dans une institution alors que son état

Nathalie et Léonore sont militantes du groupe Kronstadt de la FA, à Lyon.

de santé ne le justifie pas, soit précarisée chez elle parce qu'elle ne peut pas bénéficier de l'aide dont elle a besoin.

Le premier élément de compréhension des conséquences de la canicule est donc clairement économique. C'est la précarité du quotidien qui fragilise des personnes déjà vulnérables. Jusqu'à l'hospitalisation…

**« Les conséquences catastrophiques de la canicule sont ainsi le reflet le plus éloquent des choix politiques qui ont été faits depuis des années. »**

## Du côté des urgences

Aux urgences, c'était prévu, le fonctionnement cet été serait comme tous les étés, d'un équilibre précaire. En temps normal déjà, les urgences sont saturées, les équipes fonctionnent au minimum, à « flux tendu ». Avant le début de l'été, avec les congés annuels (pour ceux qui ont pu les prendre), on prévoyait déjà un été « chaud », fatiguant pour le personnel et un fonctionnement sur le fil du rasoir. Dès le mois de juillet, le personnel devait revenir sur des repos.

Chaque année, pendant les mois de juillet et août, les urgences sont saturées de personnes âgées, qui viennent parce que les familles ne peuvent plus s'en occuper, parce qu'elle ne pensent pas à boire et parce que ce sont des personnes à la santé fragile.

Donc, dès le mois de juillet, comme chaque année (triste habitude), les urgences se sont remplies de personnes âgées : les couloirs sont bondés, le personnel débordé. Début août, la situation s'aggrave, les personnes âgées affluent de plus en plus et sont de plus en plus en « mauvais état de santé ». Mais il n'y a pas seulement des personnes âgées, il y a des personnes plus jeunes, qui ont des conditions de vie précaires et qui souffrent de la chaleur (hyperthermie à 43°, désorientation, insuffisance rénale, multiples infections, coma, etc.).

Tous les services d'urgence sont alors saturés : les malades attendent plusieurs heures (un minimum de 3 à 4 heures) avant d'avoir les premiers soins, c'est dire l'urgence ! La température à l'intérieur de l'hôpital est à plus de 37°. Il manque des médecins, des infirmièr-e-s, des aides-soignant-e-s, du personnel de ménage, des brancardiers, Le peu de personnel présent est fatigué par la chaleur, par les cadences infernales de travail, et par le nombre de décès chaque jour.

S'ajoute au manque de personnel, un manque de matériel : vessies de glace, glace, ventilateurs, mâts à perfusion, matériel « de base » indispensable pour permettre de baisser la température des malades (les services ne sont évidemment pas climatisés, contrairement aux banques, aux commerces).

Autour du 12 août, les « pouvoirs publics » se réveillent, on découvre une situation, on crie au scandale et un plan d'urgence est décrété pour le week-end du 15 août ! Certes, à cette période, il y a encore beaucoup de personnes âgées dans les services, et la situation n'est pas facile, mais la chaleur commence à diminuer et les conditions sont plus supportables. Il fallait quand même que le gouvernement réagisse un peu et le « plan blanc » est mis en place. Certaines personnes sont donc revenues sur leurs jours de repos ou sur leurs vacances, les services de chirurgie ont déprogrammé toutes les interventions prévues pour accueillir des personnes âgées. Des services qui sont fermés au mois d'août ont été rouverts pour désengorger les services d'urgences. Les services d'accueil des urgences ont eu droit à des bénévoles pour les aider (associations de secouristes).

En réalité, ce plan n'a rien résolu. Les bénévoles ont certes apportés de l'aide, mais ils ne peuvent pas remplacer du personnel formé qui de toute façon manque déjà en temps normal. Toute l'année, les services hospitaliers fonctionnent sur le fil du rasoir. Il est donc parfaitement logique qu'en cas de risque sanitaire majeur (canicule, épidémie, etc.) notre système de santé ne soit pas apte à gérer la crise. Plus on privatisera les services de santé, plus on sera exposé à des catastrophes humaines de ce type.

Autrement dit, les 13 000 victimes de la canicule ont été en fait les victimes de la logique libérale qui est en train de laminer tous les services publics. Plus de 13 000 morts en quelques semaines, voilà le vrai visage du capitalisme !

Les conséquences catastrophiques de la canicule sont ainsi le reflet le plus éloquent des choix politiques qui ont été faits depuis des années : on baisse les budgets alloués aux structures d'aide (maisons de retraite ou services hospitaliers mais aussi réseaux de prévention, structures de formation, réseaux d'intervention à domicile, etc.), on grignote insidieusement mais sûrement les aides aux vieux, alors que les budgets répressifs sont de plus en plus importants. On parle même de nous faire travailler un jour férié alors qu'au mois de juillet le gouvernement a baissé une nouvelle fois l'impôt sur la fortune. Il faudrait donc que la prise en compte des plus âgé-e-s d'entre nous se concrétise par une mesure exceptionnelle, comme cela avait déjà été le cas avec la mise en place de la vignette automobile. Là encore, les propositions avancées par le gouvernement sont révélatrices de l'exclusion, au sens global du terme, dont sont victimes les vieux. Leur apporter l'aide dont ils et elles ont besoin ne serait pas du même ressort que pour les autres ; il faut même créer un financement spécial. Allez, citoyens, laissez aller votre générosité, la cause est bonne !

**N. et L.**

1. Nous nous basons sur les chiffres avancés par les pompes funèbres, que nous considérons a priori comme plus fiables que ceux, fluctuants, émis par le gouvernement.
2. Depuis le passage aux 35 heures, les établissements de santé ont dû se soumettre à différentes démarches dite de « qualité » imposées par les organismes financeurs. Sans contester le bien-fondé d'un contrôle des institutions sanitaires, signalons que ces démarches sont totalement faussées puisque, à titre d'exemple, les effectifs des jours de contrôle sont sans commune mesure avec les effectifs réels tous les jours de l'année.

# l'intermittence
## dans tous ses états

**Au cœur de l'actualité sociale, le mouvement des intermittents a bien évidemment toute notre attention. L'intérêt porte tout à la fois sur l'expression de leur lutte, leurs débats et positionnements. Mais les aspects de leur précarisation aggravée, décrétée depuis quelques semaines, nous éclairent d'avantage sur le projet de société mis en œuvre.**

# Le fabuleux destin de la culture en France

## seconde partie

**Le 26 juin, les professionnels intermittents réalisèrent amèrement que le Medef avait réussi à réduire considérablement les modalités d'accès aux indemnités chômage. La lutte s'engagea donc. On peut s'interroger sur l'opportunité de mouvements durs après la signature de l'accord ! Il est vrai que le nombre de syndiqués est très faible chez les intermittents (moins de 3 %) et que les syndicats dits représentatifs ont mobilisé tardivement, alors que l'échéance de juin était connue depuis novembre 2002. De ce fait, peu ou pas de défilés d'intermittents ne sont apparus lors des manifestations contre la réforme des retraites…**
**Il est vrai aussi qu'il y a des différences idéologiques énormes entre certains professionnels du spectacle, et que mettre en place un mouvement fort n'a pas été une mince affaire !**
**Certains médias ont aussi joué leur rôle de porte-parole de… l'État en diffusant de faux chiffres, des rumeurs sur des prétendus « privilégiés » qui ruineraient l'équilibre des budgets, etc. Cependant, là où les professionnels intermittents ont pu surmonter ces écueils, les rencontres et les débats furent fructueux, et, maintes fois, des propos libertaires ont été très bien accueillis ! Aujourd'hui, le gouvernement n'a quasiment rien lâché, et – seule – la grève générale pourra en venir à bout !**

**Nous voici engagés** dans une lutte sociale. Face à ce mur du non-dialogue, bâti sur les fondations de la confiscation de la démocratie, l'outil de lutte le plus efficace pour ce bras de fer est encore la grève.

Elle est massivement suivie depuis le 27 juin dernier, elle suit celles des enseignants et des retraites.

La réponse est, encore une fois, la répression patronale, politique, et policière. La concentration des forces répressives est plus que jamais en marche. Chirac, Raffarin, Sarkozy : ça fait CRS.

Et les collègues de Sotteville-lès-Rouen, les compagnons qui se sont mis en grève pendant le montage de la scène des Rolling Stones, Claudia en lutte au festival des nuits de Fourvière, à Lyon, peuvent vous en parler des garçons habillés en bleu. Ils peuvent aussi parler des vigiles musclés – une catégorie professionnelle en pleine expansion.

Rien que pour eux et pour les camarades qui ont entamé la lutte, fin juin, on ne peut pas en rester là.

La façon dont se sont prises les décisions cet été : AG de discussions, définitions d'objectifs et d'actions, la façon dont les travailleurs de différents secteurs se fédèrent, est porteuse d'espoir sur une organisation à venir.

Les festivals auront été de véritables lieux d'échanges. Je ne commente pas les comptes rendus et les oublis volontaires des médias, mais je parle de l'intérieur du mouvement. Les mises en scène du mouvement, pour qu'il intéresse les journalistes, ne m'intéressent pas.

La grève comme démonstration de ce que l'on est. Et si on s'arrêtait ? Pour démontrer, par le contraire, ceux et ce que l'on est.

S'il est difficile pour certains de se projeter en retraité mendiant (car c'est une des conséquence de la reforme adoptée), il n'est pas difficile d'imaginer un pays sans intermittents et sans festivals. Nous le vivons pratiquement cet été. Nous ne sommes pas des suicidés, comme l'on dit certains. Nous n'avons pris personne en otage, même si nous aimerions prendre les membres principaux du Medef en otage. Nous avons ainsi montré les conséquences dramatiques à court et moyen terme de cet accord. […]

La grève ? La pression économique est un des corollaires de la grève. Les routiers peuvent bloquer la circulation de marchandises et de l'argent, les boulangers peuvent bloquer les dîners, les buralistes les cancers, etc.

### À quand la grève générale ?

Dans nos secteurs, la pression économique qui s'est exercée cet été est exemplaire.

Contrairement à ce que l'on entendait jusqu'à maintenant, nous ne sommes pas des inutiles-parasites.

Notre présence dans un festival fait vivre des hôteliers, des bistroquets et des vendeurs de pinces à linge (car il y a toujours un artiste clampin qui a oublié les pinces à linge dont il a besoin pour son spectacle). De notre force économique, nous ne tirons aucune fierté, mais tout le monde en a pris bonne note.

Les actions de débrayages de certains tournages de jeux télévisés et autres séries stupides montrent qu'en y mettant un peu plus d'efforts, on peut aisément tarir le robinet à propagande.

Nous pouvons donc participer à cette grande entreprise qu'est la grève générale (dont le but est de balayer, par anesthésie, le pouvoir en place). Nos imaginations et nos savoir-faire particuliers sont utiles et indispensables pour cette lutte.

Car nous ne sommes pas seuls.

Ce serait de l'aveuglement de ne pas faire le lien avec les mesures prises contre les retraites, les projets de réforme de la Sécurité sociale, voire ceux de la privatisation totale de EDF, France Télécom, la décentralisation de l'éducation – qui ne sera plus « nationale ». Le service public est drôlement convoité par les tenants du marché. […]

Intermittents en colère, nous souhaitons une lutte commune avec tous ceux qui se battent pour une société toujours plus solidaire et où l'argent et le profit immédiat ne sont pas la valeur suprême.

Tout l'été, sur les festivals, nous sommes venus pour partager des idées et inventer des formes d'action, se mettre d'accord sur des stratégies pour la rentrée.

Organisons ensemble cette rentrée de contestation mais aussi d'offensive et de conquêtes sociales, puisque, depuis les festivals de cet été, nous sommes tous réunis : intermittents, permanents, publics, précaires, profs, chercheurs, rêveurs, chômeurs, étudiants, RMIstes d'aujourd'hui, RMAstes de demain, géomètres, terrassiers, maçons, postiers, gaziers, etc., et tous ceux qui font fonctionner leur tête et que le baron Seillière, les fils Bouygues, Lagardère ou Pinault appellent des privilégiés.

**Jean-Christophe**
*musicien et comédien*

# Les intermittents sur Radio libertaire

**Nicolas et Sibille, intermitents du spectacle interviewés cet été pour Radio libertaire par l'équipe de « Pas de quartier », nous racontent leur lutte.**

Sibille est directeur technique d'une compagnie de la banlieue parisienne et a rejoint le mouvement des intermittents d'Île-de-France début juillet. Nicolas est intermittent depuis trois ans. Metteur en scène et acteur, il participe au mouvement des intermittents, en grève avec sa compagnie depuis le 8 juillet.

**Radio libertaire:** Quel regard portez-vous sur le mouvement des intermittents qui semble un peu atypique ?

**Sibille:** Les intermittents sont rarement solidaires hors compagnies car, du fait même de leur intermittence, ils sont mis en concurrence. D'où ma surprise de voir à la salle Olympe-de-Gouges (ODG) des gens fédérés solidaires, et déterminés à abattre ce protocole inique. C'est ce qui m'a décidé à apporter ma pierre à l'édifice.

**Nicolas:** La coordination dans laquelle nous nous inscrivons tous les deux est celle des intermittents et précaires d'Ile-de-France. ce qui signifie que tous ne sont pas intermittents et si le combat présent se cristallise autour de l'intermittence, cette coordination a pour vocation d'être plus large que ça.

**Sibille:** Il y a toutes sortes de personnes qui nous ont rejoints, telles que des professeurs, qui sont d'accord avec nos principes de luttes contre la précarité en général. Car, si ce protocole passe, 35 % d'entre nous vivront dans une forme grave de précarité.

**RL:** Ce qui signifie qu'une fois le combat mené, cette coordination continuera à se battre contre le RMA, le Pare et toutes ces saloperies destinées à nous précariser ?

**Sibille:** Absolument. Le gouvernement ne s'attendait pas à une réaction immédiate et si déterminée des intermittents en général. Il pensait nous faire avaler la couleuvre durant les festivals croyant que l'on n'aurait pas la trempe d'agir sur les sites ni d'annuler les spectacles. Du coup, cela a maintenu une pression sociale et événementielle qui fait que l'été a été chaud.

**Nicolas:** Notre terrain de lutte est essentiellement celui de l'intermittence mais nous sommes aussi présents ailleurs. On était avant-hier au Louvre pour soutenir les archéologues, il y a une semaine avec les Macdo en lutte, et nous sommes d'ores et déjà en train de nous inscrire dans un cadre interprofessionnel ou interprécaire.

**Sibille:** À ODG, nous sommes structurés en commissions, sous l'égide d'une assemblée générale décisionnaire. Il existe déjà une commission interprofessionnelle qui a pour vocation d'aider d'autres secteurs du public ou du privé, tant sur le plan juridique que sur le plan de la structuration.

Les 30 et 31 juillet à Caen, il y avait une réunion où nous avons rencontré les autres coordinations régionales, présenté notre travail et vu quelle direction nous allions prendre sur le plan national. Sur Paris, nous sommes une des coordinations les plus structurées et les plus importantes, alors nous leur proposons des moyens logistiques et des conseils.

**RL:** Comment vit un intermittent ? Et quelles sont ses activités salariales ?

**Nicolas:** La moitié d'entre nous, soit 500 000 personnes, touche moins de 5 000 F par mois. Mon cas est représentatif : je touche 4 800 F d'Assedic les mois où je n 'ai pas de contrat, ce qui me permet juste de survivre. La plus grande partie de mon activité est non rémunérée. Je travaille pour trois compagnies. Une ou je fais ce que j'aime et qui représente 80 % de mon travail et où je suis non rémunéré. Une deuxième où je bosse avec des adolescents à 10 F par heure et une troisième compagnie de théâtre de rue où je touche 20 F par heure. Sinon, je suis également acteur échassier, ce qui ne me plaît pas du tout mais est très bien rémunéré (800 F par heure). C'est une schizophrénie absolue dans mon activité, et cette polyvalence est évidemment louée par le Medef. Ce qui nous caractérise tous, c'est ce paradoxe et cette force de travail gigantesque.

**Sibille:** Un musicien travaille son instrument, un acteur son corps et sa voix, un metteur en scène écrit, réfléchit, et cherche ceux avec qui il veut travailler. Tout ce temps n'est pas pris en compte et donc impayé. Les petites compagnies n'ont pas les moyens de rémunérer le temps de préparation d'un spectacle. Pour les techniciens, ce sont des journées très longues. Pour un spectacle que le public voit à 20 h 30, ils arrivent à 7 heures, déchargent les camions, font la mise en place, les réglages, les balances, et finissent de démonter vers 2 heures du matin. Tout ce temps n'est que rarement compté. La précarité est non seulement dans les contrats, mais également dans les conditions de travail stressantes, l'amplitude horaire importante, et la recherche durant des 507 heures annuelles (43 jours) qui nous permettent de garder notre statut.

**Nicolas:** J'arrive à faire entre 43 et 50 cachets ce qui correspond à une cinquantaine de représentations publiques par an. JSeuls les spectacles sont payés... Lorsque je suis metteur en scène, entre la recherche de financement, d'acteurs, de moyens techniques et le jour de la représentation, cela peut prendre un an .

**Sibille:** Imaginez alors le sacrifice fait par les compagnies à Avignon obligées de saborder un an de travail dans la précarité. Les médias parlent des compagnies du «in» qui annulent leurs spectacles. Mais elles sont payées, ce qui n'est pas le cas de celles du «off» qui essaient de se faire remarquer par des programmateurs! Faire grève est un grave problème personnel pour des artistes qui vivent sans être payés, motivés seulement par la programmation de leurs spectacles. Certains même s'endettent pour financer leurs compagnies! Leurs sacrifices nous donnent une raison supplémentaire de lutter.

**RL:** Le gouvernement devient intelligent: il attaque les profs au moment du bac et les intermittents lors des festivals. Il semble que la culture rapporte beaucoup d'argent aux municipalités organisatrices des festivals?

**Sibille:** L'argent que génère la culture est conséquent, mais il ne finit pas dans la poche des intermittents ni dans la caisse générale.

**RL:** Que pensez-vous des gloussements entendus dans les médias sur «l'exception culturelle française»?

**Sibille:** Au niveau de l'Europe, la tendance de l'Organisation mondiale du commerce est de niveler par le bas, de faire perdurer une population malléable dans la précarité. Et, de fait, l'exception culturelle fait que nous, intermittents, sommes exceptionnels en Europe. Nous sommes aussi en lien avec nos voisins suisses, allemands, britanniques, via notre commission Europe, qui traduit tout ce que nous faisons. Beaucoup de pays nous regardent, et tout le monde se rend bien compte que notre système est générateur d'idées; cette particularité de l'intermittence permet de renouveler les forces culturelles françaises.

**RL:** En ce moment, la technique de tous les pays d'Europe consiste à trouver un pays voisin qui fait plus con et plus vicieux qu'eux pour justifier leur alignement. Alors quand on entend parler de l'exception culturelle française, j'ai l'impression que c'est un grand moment d'hypocrisie qui signifie: «Ces gens-là ont raison, mais étant exceptionnels, ils sont condamnés.»

**Sibille:** Ils nivellent par le bas, leur politique est d'anéantir tous les statuts pour lesquels nous nous sommes battus. Ils tentent aussi de supprimer les droits d'auteur tels qu'ils existent en France en se calquant sur les systèmes outre-Atlantique. Ce qui arrangerait évidemment les grosses productions.

**RL:** En France les paroles ou écrits nouveaux appartiennent à leur auteur, alors qu'aux États-Unis, cette règle n'existe pas. Il faut faire des copyright, les déposer...

**Sibille:** ...En plus d'être précarisés, on se fait déposséder de nos créations!

**RL:** N'y a-t-il pas un piège à défendre le système d'intermittent du spectacle comme un système de financement de la culture?

**Sibille:** C'est un financement détourné. Beaucoup d'artistes, de techniciens, auraient aimé être permanents de leur compagnie, se projeter sur du long terme. Or la précarité ne le permet pas. C'est à l'État de financer la culture, il s'agit d'un droit républicain. Ils sont en train d'abattre tous les fondements de la République: social, éducation, culture, etc. On voit où tend le gouvernement actuel.

**Nicolas:** Les intermittents sont les premiers à vouloir remettre ce système actuel en cause. Voilà dix ans qu'on le demande. On recherche de solutions, mais faisons les choses dans l'ordre: d'abord, trouver un autre type de fonctionnement, puis arrêter le système actuel. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se passe.

**RL:** 35 % des intermittents risquent de disparaître si la loi passe. À quoi ressemblera la culture en France dans cinq ou six ans si tel est le cas?

**Sibille:** Aux États-Unis, hors les mécènes, rien ne tient la culture.

**Nicolas:** Il risque d'y avoir trois systèmes possibles pour les artistes: être reconnus et toucher des subventions, avoir un mécène ou vivre dans un underground total. C'est ce qui se passe dans les pays anglo-saxons.

**Sibille:** Le Medef semble chercher à étouffer les plus faibles d'entre nous qui sont loin d'être les moins imaginatifs. Le spectacle de rue fait peur car l'État n'en contrôle pas les artistes. Il ne touche pas le même public que les théâtres institutionnels. Le théâtre de rue a toujours été plus politisé aussi.

**RL:** Vous avez failli ne pas venir à l'émission, ce soir. Pourquoi?

**Sibille:** Les médias ne sont que des outils de l'État ou du Medef. Des journalistes sont déjà venus nous filmer mais après montage, le message que nous voulions faire passer a été complètement déformé.

**Sibille:** Notre liberté dérange. Elle est contagieuse. Certains parmi nous ont démontré la dangerosité de ce protocole alors même que la CFDT a signé sans se rendre compte des dangers inhérents à celui-ci.

**RL:** Et ce n'est pas le genre de la CFDT de poignarder dans le dos!

**Sibille:** Nous possédons maintenant une cassette vidéo expliquant le protocole. À la base, le calcul de nos salaires avec nos 507 heures n'est pas évident, mais le nouveau protocole rentre dans des formules plus mathématiques et quasi incompréhensibles pour la majorité d'entre nous. Heureusement, parmi nous, quelques-uns les comprennent.

**Nicolas:** La capacité d'analyse d'un groupe d'individus est en train de dépasser celle des syndicats dont c'est le boulot. C'est nouveau dans le rapport de force avec le patronat et c'est peut-être là que l'on fait peur aux syndicats, au gouvernement et aux patrons.

**Sibille:** On vient foutre le bordel entre les organisations salariales et le gouvernement car on ne peut pas nous acheter, nous n'existons pas. Nous n'avons pas le droit de signer des accords. Notre organisation n'est pas pyramidale, donc on ne peut pas nous corrompre.

**Nicolas:** Ils nous reçoivent tout de même en tant qu'organisation d'intermittents, et le gouvernement a commencé ce matin à trouver des coquilles dans ces accords! Et si le droit français est très précis, nous sommes aussi capables d'analyser précisément; nous allons faire tomber ce protocole de toutes les manières.

**RL:** De toutes les manières, c'est-à-dire?

**Sibille:** Nous n'avons pas le choix. C'est 35 % d'entre nous qui disparaîtront dès la première année, mais c'est 80 % d'ici trois ans. Donc, nous n'avons pas le choix. L'histoire française démontre que lorsque le peuple est acculé, il n'a qu'une seule réponse.

**RL:** Qui représente les syndicats qui ont signé? Le Medef a signé mais est-il le représentant du monde du spectacle? Qui sont les signataires? Qu'est-ce qui change exactement avec ce protocole?

**Sibille:** Les gouvernements passent mais le baron reste! Les gros patrons de l'audiovisuel sont au Medef. Ce sont eux qui ont abusé du système en utilisant des permittents, c'est-à-dire des intermittents qui bossent tout le

mois pour eux, mais dont quinze jours sont payés par les Assedic.

**RL:** C'est-à-dire que ces employeurs font payer le salaire de leurs employés par les Français ?!

**Sibille:** Oui, on a mis le doigt dessus avec le collectif et on recherche ces abus avec notamment l'ANPE.

**RL:** On entend des syndicats parler au nom des intermittents du spectacle. Quelle est la représentativité des grandes centrales chez les artistes ?

**Sibille:** Une loi de 1946 a fixé les groupes salariaux représentatifs. Pour ce qui est des grandes confédérations, la plus représentative est la CGT qui syndique environ 4 % des intermittents, d'où notre poids en tant que collectif, car nous représentons tous les intermittents du spectacle et pas seulement les syndiqués. Même si nous laissons un temps de parole, lors des assemblées générales aux syndicats, le collectif n'est composé que d'individus.

**RL:** Voulez-vous aussi éviter une récupération, puis un étouffement du mouvement de la part des syndicats ?

**Sibille:** C'est une attitude habituelle de certaines centrales. Leurs objectifs ne sont pas les nôtres. À ODG, c'est la base qui décide, il est donc impossible d'essayer d'acheter des responsables. Nous sommes tous responsables. Nous savons également que nous allons être un tremplin pour la rentrée sociale, et que notre structuration sera minoritaire. Mais nous pouvons servir d'exemple.

**Nicolas:** On n'est pas non plus opposé aux syndicats. Ce sont juste les médias qui nous voient récupérés par la CGT. De l'intérieur, toute tentative est vite bloquée.

**RL:** L'organisation que vous avez ressemble pour nous au syndicalisme du XIXe siècle : un rassemblement de travailleurs en lutte qui peut être intercorporatif et qui s'allie contre un ennemi commun qu'est le patronat ou l'État qu'ils servent.

**Sibille:** On s'est pris en mains, comme chacun se sentant menacé devrait le faire. Les artistes, qui ne sont pas solidaires en général, arrivent à se sacrifier depuis maintenant cinq semaines. Si chacun fait de même à la rentrée, avec la même détermination, ceux d'en face ne tiendront pas cinq minutes.

**RL:** Ça serait l'anarchie !

**Sibille:** Oui, et même si c'est difficile, on a la preuve que ça fonctionne. Nous nous sommes fédérés par région avec cette même organisation horizontale. Nous sommes coordonnés mais chaque région est libre de ses décisions et de ses actions. Hier, 17 Drac (Direction régionale des affaires culturelles) ont été occupées simultanément.

**RL:** Comment arrivez-vous à éviter les fuite lors de la préparation de vos actions ?

**Sibille:** Pas de fuite ! Ce serait un fantasme ! Nous faisons en sorte que très peu de personnes soient au courant à l'avance.

**Nicolas:** 98 % de nos actions ne nécessitent pas de secret. Une ou deux personnes seulement sont au courant pour les 2 % qui restent. Ensuite, on se contente de suivre avec confiance ceux qui savent.

**Sibille:** Nous sommes très surveillés depuis que nous nous sommes penchés sur les intermittents de l'audiovisuel. Là, ça touche à l'organe d'État qu'est la télévision. Au début, dans l'audiovisuel, ils n'avaient pas compris qu'eux aussi étaient touchés, c'est pourquoi on les tient activement informés.

**RL:** C'est grâce à votre mouvement qu'on a appris que certains intermittents étaient précaires dans la même boîte depuis vingt ans.

**Sibille:** Oui, et bien évidemment ils aspirent à changer cela. Les grosses sociétés de l'audiovisuel obligent leurs employés au silence par ce biais.

**RL:** La presse affirme que les intermittents grévistes devenaient tricards dans leur profession.

**Sibille:** Absolument, car ce sont des milieux restreints où tout le monde se connaît.

**Nicolas:** Cela n'existe pas seulement dans l'audiovisuel. Nous sommes tricards aussi dans les théâtres où nous avons fait grève. Mais à ODG, nous avons rencontré des gens avec qui nous voulons travailler dans le futur. Nous pouvons recréer du boulot entre nou s. Finalement, les employeurs deviennent tricards.

**Sibille:** Sur 35 000 intermittents en Ile-de-France, nous ne sommes qu'une petite centaine a militer à temps plein à ODG, mais nos portes sont ouvertes à tous. On peut nous rencontrer ou nous apporter un soutien, qu'il soit psychologique ou matériel.

**Depuis le 1er septembre : Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France : 5, rue Perrée, Paris 3e. M° République ou Temple. Tél. : 01 42 76 07 80.**

**Pas de quartier**
**Un mardi sur deux de 18 heures à 19 h 30 sur Radio libertaire 89,4 MHz en région parisienne**

# Projecteurs

## Le mouvement des intermittents éclaire les questions de la précarité et de la poésie

Claude Guillon

**Au-delà des problèmes particuliers** qui se posent à eux, c'est sans doute – pour nous tous – un des acquis majeurs du « mouvement des intermittents » d'avoir résisté au soi-disant bon sens, en fait un plaidoyer pour la résignation, exprimé notamment par des « artistes » de gauche. Les Chéreau et Mnouchkine ont parlé le langage du patron ou du syndicaliste stalinien s'adressant aux ouvriers en grève: « Vous allez tout gâcher, casser l'outil de travail… Et quand la boîte aura fait faillite, vous aurez l'air malin, hein! Commencez par reprendre le travail, et puis nous expliquerons gentiment nos soucis au public. »

Ce discours, de tonalité « managériale », s'orne de références à la vocation supposée de l'artiste, à son essence, dont la grandeur résiderait dans le sacrifice. « À chaque fois que l'on fait grève, dit Chéreau, on fait grève contre nous-mêmes. On se tire une balle dans le pied. On ne fait pas grève contre un patron, on fait grève contre nous, contre le fait que les spectacles peuvent être montrés. »[1] L'artiste est un monde (le monde?) à lui seul; il est censé vivre hors des rapports sociaux. Même subventionné par le Conseil général, il est, comme l'artisan, « son propre patron ». Narcisse autodestructeur, il ne peut, s'il sort de son rôle, que se blesser lui-même…

À l'encontre de cette vision, des milliers de travailleurs du spectacle, parmi lesquels on note (comme chez les enseignants) la place décisive des femmes, ont su prendre le risque d'une précarisation supplémentaire en choisissant de « tout arrêter » plutôt que de subir une fois de plus la fatalité d'une misère humiliante au nom du « mieux que rien ». Ce faisant, ils ont parfois renoncé à réaliser des projets dans lesquels ils avaient mis beaucoup d'eux-mêmes. Des artistes installés, je pense à la chorégraphe Régine Chopinot, ont soutenu cette détermination. La visibilité médiatique particulière du travail de beaucoup d'intermittents et l'heureux enchaînement chronologique de leur mouvement avec celui des enseignants ont donné à cet exemple un retentissement symbolique, dont on peut souhaiter que la leçon soit retenue.

### Fonctionnaires ou bouffons?

Il semble que les « artistes » sont confrontés à un ancien dilemme: peuvent-ils mordre la main qui les nourrit? Sauf à pratiquer leur discipline en « amateurs », peuvent-ils refuser à la fois d'être le panégyriste du Prince, et son bouffon? Peuvent-ils subvertir de l'intérieur la culture de divertissement dont ils sont les fonctionnaires intermittents? À formuler ces questions en termes uniquement idéologiques ou éthiques, en tous cas intemporels et individuels, on ne discernerait pas en quoi elles se posent dans des conditions renouvelées par le capitalisme moderne. Or, le mouvement des intermittents a précisément mis en lumière l'importance du spectacle dans l'économie touristique de régions entières. On découvre ainsi que ce qu'il est encore convenu de qualifier de « superflu », lorsqu'on adopte le point de vue du consommateur de festivals, est devenu vital pour certains secteurs: industrie hôtelière, commerçants, etc.

Le mouvement a également confirmé ce que l'on savait déjà du recours croissant au travail précaire, non seulement dans des secteurs où il est d'usage traditionnel (bâtiment, restauration, spectacle), mais dans l'industrie des loisirs, à la télévision, dans l'édition, sur le tour de France, dans des institutions comme l'Université, et finalement dans toute la société.

Après le Pare, le RMI devenu RMA, la réforme du statut des intermittents, décidée en commun par le patronat et son bureau d'études CFDT, apparaît comme un outil supplémentaire de gestion rationnelle de la main-d'œuvre. Ses promoteurs se félicitent d'avoir « sauvé l'essentiel », affirmation recevable si l'on sait que l'essentiel c'est, pour le patronat, entretenir la précarité sans en payer le prix.

De ce point de vue encore, la lutte des intermittents est symboliquement exemplaire. En effet, de plus en plus, dans la production industrielle, dans les services, et davantage encore dans la production dite « immatérielle », on exige du travailleur des qualités qui sont supposées caractéristiques de l'artiste passionné par son art: investissement intellectuel et émotionnel, capacités d'initiative,

sacrifice et flexibilité. Recruteurs et patrons se sentent assez forts pour exiger, en échange d'un salaire, le « feu sacré », attribut mythique du créateur. « L'ironie veut ainsi, écrit Pierre-Michel Menger, que les arts qui, depuis deux siècles, ont cultivé une opposition farouche à la toute-puissance du marché, apparaissent comme des précurseurs dans l'expérimentation de la flexibilité, voire de l'hyperflexibilité. »[2]

La remarque de Menger mérite d'être élargie : non seulement le salariat moderne intègre les valeurs associées à la création artistique, mais le système fait un usage croissant des dimensions du jeu et de la virtualité, et d'ailleurs des comédiens eux-mêmes. On sait, par exemple, que certains chômeurs sont aujourd'hui priés de mimer le travail dans des « entreprises d'entraînement », où tout est fictif sauf les contraintes (horaires, hiérarchie, compétition). « Acteurs » en otage, ils sont jugés sur leur aptitude à jouer le jeu de l'exploitation.[3] Des entreprises, réelles celles-là, utilisent des comédiens pour animer des jeux de rôle où les employés s'exercent à gruger le client ou à supporter les tensions hiérarchiques.

Les intermittents, en se considérant eux-mêmes et en s'affichant comme des travailleurs, dotés d'un statut particulier mais capables de faire grève et de peser par leur action sur le système économique, ce que d'autres catégories marginalisées comme les chômeurs et les sans-papiers ne peuvent faire, ont donc aussi rompu avec la mythologie romantique de l'artiste. En utilisant et en assumant dans des actions efficaces (sabotage des grosses machines festivalières) les moyens de la fête et de la farce, ils ont retrouvé une dimension ancienne des séditions populaires. Guignol (au singulier) peut à la fois faire rire et faire mal.

## Le retour des poètes ?

Le statut des intermittents est loin de concerner toutes les catégories de la « création artistique ». C'est ainsi que photographes, peintres et plasticiens n'en bénéficient pas. J'ai analysé ailleurs [4] le cas particulier des écrivains (auteurs de romans, d'essais, de poèmes, de pièces, etc.) de plus en plus souvent rémunérés comme supplétifs des services sociaux et agents d'animation culturelle dans les banlieues, les prisons et les établissements scolaires. Depuis 1992, la Maison des écrivains organise chaque année un millier de visites (rémunérées) d'écrivains dans des classes. Le système utilise ainsi les compétences en matière de production idéologique de centaines d'auteurs, connus ou obscurs, sans les faire bénéficier d'un statut et des protections qu'il suppose.

Il me paraît salutaire de rappeler cette évolution récente (et quasi inaperçue) du métier d'auteur au moment d'évoquer les commentaires sur la place de l'artiste dans la société qu'a suscités le mouvement des intermittents. On a pu lire, par exemple, sous la plume d'Olivier Py et celle de Christian Salmon, un appel au « retour des poètes » : « Il y aura un grand siècle de théâtre et il y aura des poètes, annoncent-ils On peut se demander à qui ou à quoi réclamer un nouveau poète. À la mer, à la nuit, au soleil, à l'amour ? »[5] Tirons d'embarras nos deux auteurs : ils peuvent adresser leur réclamation à la Maison des écrivains : elle tient des poètes en fiches et les envoie, contre rémunération, faire des « résidences » en usine.

Mais non ! s'exclamera-t-on, il s'agit bien sûr de véritables poètes, des insoumis, des rebelles ! Nos prophètes n'ajoutent-ils pas : « C'est peut-être la douleur de tout un peuple dont on a défiguré la parole qui fera naître le poète. Le monde est pauvre en pensée, mais il est riche en douleur, les nantis n'auront pas l'avantage, et puisque nous serons bientôt, tous, le bétail d'un pouvoir unique et invisible, nous aurons en commun aussi la parole de nouveaux poètes. Il n'y a pas d'autre définition de l'espoir. »

Pour lyrique qu'il soit, ce messianisme doloriste me paraît régressif et pernicieux. D'abord parce qu'il ne prend pas en compte les conditions matérielles actuelles de la production intellectuelle, qu'au contraire les intermittents ont mis en lumière. Ensuite, parce que la douleur n'est pas, ne peut pas être la seule source de création et de révolte, la seule accoucheuse de poésie. Cette rhétorique-là s'accroche à une conception romantique de l'artiste souffrant, que le mouvement actuel contribue précisément à rendre anachronique. Elle se complaît dans la célébration du poète « maudit », suicidé de la société, brûlé en place de Grève, porte-parole martyr d'un peuple abêti.

Si « l'espoir » est à ce prix, nous nous en passerons ! Ce que nous avons en commun c'est le présent de la lutte, au cours de laquelle peuvent s'exprimer en pleine lumière la coopération, l'ironie et la poésie ; c'est aussi le projet d'un monde débarrassé du salariat. Chacun(e) pourra s'y adonner à la poésie, à la musique ou à l'amour ; se découvrir guérisseur, ténor ou pâtissier. Tant de goûts révélés, d'aptitudes épanouies, de séparations dépassées rendront la vie plus diverse et plus riche. Impossible de prévoir si l'on écrira davantage de strophes ou de vers libres, mais la poésie étant la matière même de la vie humaine, il est probable que « le poète » se fera moins remarquer.

Il y a, dans le mouvement du capitalisme moderne qui tend à intégrer la création et les créateurs à la production, et simultanément dans les luttes par lesquelles ceux-ci s'affirment comme travailleurs exploités, l'esquisse [6] de cet avenir.

**C.G.**

1. *Le Monde*, 3 juillet 2003.
2. *Portrait de l'artiste en travailleur*, La république des idées-Seuil, 2002, p. 68.
3. Sur les « entreprises d'entraînement », cf. « Simulateurs de vol », *Oiseau-tempête*, n° 10, printemps 2003.
4. « Post scriptum… Littérature, argent et paix sociale », *Oiseau-tempête*, n° 7, internetdown.org/oiseautempete
5. « Un jour, les poètes reviendront », *Libération*, 22 juillet 2003.
6. Esquisse : du latin *schedium*, « poème improvisé » ; *le Petit Robert*.

# Les collectivités

Clémence Arnoult

**Il est un livre** remarquable paru début 2003 et qui n'a pas encore eu droit de cité dans les colonnes du *Monde libertaire*. Tant mieux : cela me fournit l'occasion de dire tout le bien que j'en pense. Il s'agit d'un ouvrage écrit dans les années quatre-vingt par Félix Carrasquer : *les Collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*. L'auteur a pris part à la Révolution espagnole, tant au sein des collectivités aragonaises, qu'en tant que responsable de l'« École des militants » de Monzon. Je ne m'attacherai pas trop aux faits historiques évoqués : les intéressé-e-s liront le texte. Je tenterai surtout de dégager ce qui me semble faire l'originalité de la vision libertaire de Carrasquer et de la pratique qui en découle.

La trame du bouquin suit une progression du local au global :

– Niveau municipal, collectivités et coopératives, chapitres I, II et III ;

– Niveau cantonal, fédération cantonale, chapitre IV ;

– Niveau régional, fédération régionale et Conseil d'Aragon, chapitres V et VI ;

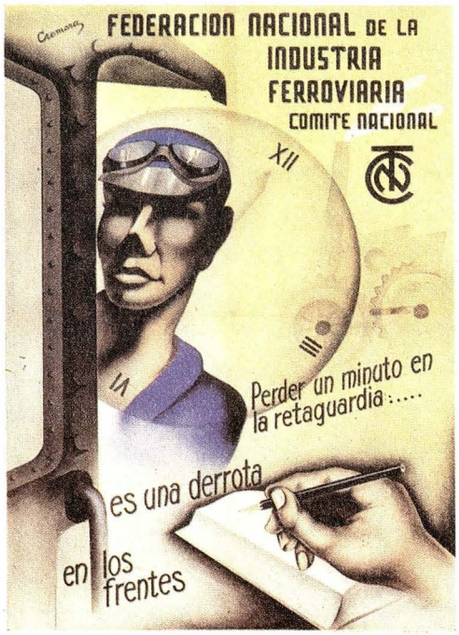
– Niveau national, fédération nationale de paysans, chapitre XII.

Le chapitre XIII revient sur l'agression communiste menée par Lister contre les collectivités. Entre les chapitres VI et XII viennent s'intercaler des analyses plus thématiques, où Carrasquer approfondit les faits d'un point de vue qu'on peut qualifier de sociopsychologique. Cette approche fait la spécificité du livre, le distingue et le rend complémentaire de l'excellent *Espagne libertaire* de Gaston Leval, panorama plus factuel et davantage versé dans l'économie.

Carrasquer est avant tout un éducateur, soucieux d'éduquer les autres et de s'éduquer soi-même. Freddy Gomez le qualifie de « socratique de l'anarchie ». Avec son antique prédécesseur, il partage le goût de la discussion pédagogique. Trois dialogues assez longs et très (ré)écrits s'insèrent ainsi avec bonheur dans le texte. Dans son introduction, l'auteur rapporte une conversation qu'il eut en 1931 avec deux communistes en campagne électorale, dialogue très didactique qui n'a rien à envier en clarté à ceux d'*Au café* et d'*Entre paysans* de Malatesta. Le chapitre VIII est tout entier consacré à « deux conversations d'un haut intérêt critique ». Dans la première, Carrasquer s'enquiert, fort courtoisement, de l'opinion de Calvo, un membre de la collectivité de Monzon. Tout l'intérêt de la discussion vient du fait que ce Calvo était avant la révolution un grand propriétaire terrien. Cette curiosité pour la pensée d'autrui, associée à une certaine délicatesse dans la manière de l'aborder, avec dans l'idée qu'il y a beaucoup à apprendre de la diversité dans l'échange, semble être chez Carrasquer une caractéristique majeure de sa manière de vivre l'anarchie.

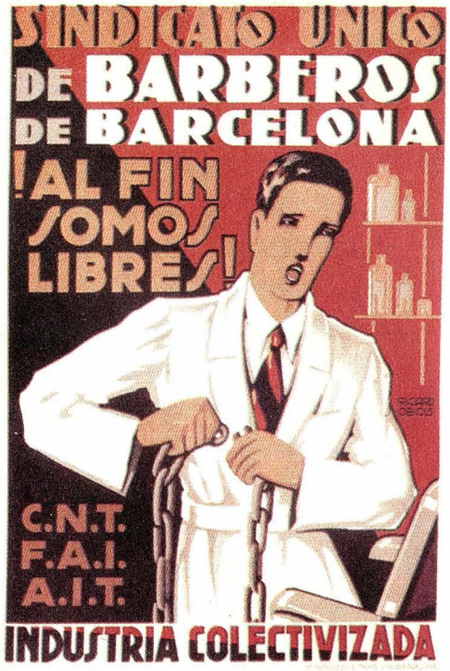
Dès lors, on ne s'étonnera pas de rencontrer, à de très nombreuses reprises, le mot « dialogue » pris dans un sens plus général. Carrasquer parle aussi de « communication authentique » ou « véritable » comme moyen d'éducation mutuelle et comme base de la prise de décisions en assemblée. Remarquons cependant qu'une lecture attentive ne permet pas de faire ressortir des causes premières, des principes d'où découleraient tous les avantages de la mise en place d'une société libertaire. Les différents aspects se renforcent mutuellement, et c'est tout. Ainsi, le dialogue suppose et engendre un « climat » de « confiance », de « sécurité » (encore des mots fréquents) qui, à son tour, est à la fois condition et bénéfice de rapports réellement égalitaires, libres et solidaires.

Le dialogue va de pair avec la « tolérance », qui est une autre ligne de force du bouquin. Oh ! ce n'est pas cette forme de tolérance, lâche ou cynique selon les cas, mais toujours insupportable, qui laisse les dominant-e-s opprimer les dominé-e-s. Non. Il s'agit plutôt du respect dû à la diversité des individus, proche peut-être de ce que Jean-Victor Verlinde appelle l'« indifférence bienveillante », attitude à adopter face aux modes




« Une minute de retard, c'est une déroute sur le front »

# d'Aragon




Syndicat des coiffeurs de Barcelone. Enfin, nous sommes libres !

de vie et de pensée qui ne sont pas les miens, mais qui ne portent atteinte à aucune liberté. C'est pourquoi l'apprentissage de la liberté et de la tolérance sont indissociables. Au sujet de l'éducation des adolescent-e-s, Carrasquer écrit : « C'est à partir de leur propre désir d'indépendance qu'il est facile de leur faire comprendre que les autres sont aussi respectables et précieux que le "moi". »

Cette tolérance est aussi à l'œuvre dans la conduite des collectivités envers les paysans « individualistes », qui préfèrent cultiver seuls leurs champs et en garder la propriété. Carrasquer revient souvent sur ce point. Une fois le danger de l'oppression écarté, le salariat étant aboli et le propriétaire ne pouvant conserver que la surface qu'il lui est possible de cultiver, personne ne viendra lui mettre des bâtons dans les roues. En effet, les collectivistes « avaient compris que l'homme est un être pluridimensionnel et jaloux de son autonomie. Que le forcer à adopter telle ou telle attitude ne constitue pas une éthique et ne mène à rien de positif, et que le meilleur moyen pour le conduire sur la voie de la compréhension et de l'entraide est l'information sur le terrain et l'exemple de la praxis solidaire dans le labeur quotidien ».

Car l'exemple est un moteur pédagogique puissant. Il est alors important que les révolutionnaires fassent « de leur conduite un modèle exemplaire d'humanité et de civisme », à l'opposé du « comportement de certains individus qui, sous le couvert de l'impunité que leur accordait l'appartenance à un parti ou une organisation antifasciste, se comportaient comme de vulgaires délinquants », et Carrasquer de déplorer qu'« il y en eut aussi parmi les proclamés anarchistes ». Commençons par balayer devant notre porte !

Gomez dit très justement que Carrasquer « pratiqua l'anarchie comme une maïeutique de l'émancipation ». Et parmi les différents moyens de l'anarchie, il en est un particulièrement important : l'assemblée, à laquelle est consacré tout le chapitre XI. C'est le lieu où se rejoignent et se renforcent ces trois voûtes qui supportent l'édifice collectif : le « volontariat », l'« égalitarisme » et la « coopération ». L'accent est d'ailleurs très fréquemment mis sur ce dernier mot. D'abord au sens de l'activité des coopératives, qui font l'objet du chapitre II, puis dans le sens plus général d'entraide, de solidarité active. Et Carrasquer oppose la coopération à la compétition, sur tous les terrains, éducatif, social, économique : « La rivalité a envahi tous les terrains comme conséquence de cette dynamique de compétition – cruelle, dévastatrice, antisociale, source de violence – sur laquelle tout système bureaucratique doit s'appuyer pour obtenir le type d'individus dont il a besoin pour maintenir des structures vieilles de tant de siècles, et assurer, par conséquent, la suprématie des hiérarchies dominantes. »

Car si la compétition, la concurrence, nous sont pourtant présentées par tou-te-s les dirigeant-e-s comme la voie sociale la plus efficace, la coopération a l'immense avantage de tirer parti de tout le potentiel créatif de chaque individu. Montrant au passage que sa réflexion et sa curiosité n'ont pas cessé de s'exercer avec la fin de la révolution, Carrasquer cite Henri Laborit et lui est reconnaissant pour la mise en avant de l'imagination créatrice comme faculté essentielle de la nature humaine. Cette faculté est présente chez tout-e individu-e et « même celui qui paraît être plus ignorant et arriéré apporte généralement des idées valables quand on s'y attend le moins », pour peu qu'on lui en laisse l'occasion. D'où la longue mise en garde contre « la figure du leader », monopolisant la parole et en venant « à se prendre pour un personnage important et irremplaçable ».

En définitive, tout cela nous ramène à l'autogestion : « C'est une méthode, une façon de mettre en relation les individus et les groupes ou, si l'on veut, un outil de travail pour la recherche d'une solution à tous les problèmes que rencontre l'homme, [...] c'est l'unique procédé valable pour aujourd'hui et pour l'avenir, parce qu'il n'est pas fermé devant l'éventail des possibilités que peut nous offrir le monde à chaque moment de son évolution, mais qu'il ouvre ses portes en grand à l'initiative et à la créativité de chaque individu et permet à la communauté de rectifier le tir quand elle découvre que la route suivie ne conduit pas à bon port. »

Le livre de Carrasquer me paraît être un excellent outil pour faire (re)découvrir la pensée libertaire à tout-e-s celles et ceux qui n'ont pu jusque-là l'aborder que sous la forme d'une critique, parfois aigrie, de la société actuelle. Il y en a que cela fait fuir. Au contraire, ce texte pointe d'abord la beauté de ce qui peut (et a pu, dans une certaine mesure) être, et ce n'est qu'ensuite et par contraste qu'apparaît la laideur de ce qui est. Cette tournure d'esprit positive, complètement orientée vers l'action constructrice, donc vers la joie plus que vers le ressentiment, devrait à mon avis irriguer notre pensée et notre pratique quotidienne. À la petite voix intérieure qui me dit parfois : tu ne construiras rien si tu n'as d'abord détruit ce qui occupait la place ; je réponds : oui, mais je ne détruirai jamais rien complètement si je ne construis à sa place. Et je continuerai de méditer cette phrase, écrite dans un compte rendu de la CNT aragonaise, après la contre-révolution stalinienne : « Personne n'a détruit notre œuvre parce que personne ne l'a remplacée. »

**C. A.**

*Les Collectivités d'Aragon. Espagne* 36-39. Félix Carrasquer, traduction d'A. Sauvage. Éditions CNT-Région parisienne, 2003, 12 euros. Disponible à Publico.

En complément, on pourra lire le cahier n° 1 d'*À contretemps* (janvier 2003), comprenant un portrait et un entretien, où la parole est donnée à Carrasquer, mais aussi à sa compagne Matilde Escuder. www.acontretemps.plusloin.org

# L'été de toutes les pollutions

Roger Dadoun

**Les furieux** pics d'ozone battant records ne sont que la partie émergée de l'iceberg (façon de parler) des pollutions en tous genres qui ont traîné à travers l'Hexagone et le monde durant ce lourd été 2003 – combinant vertiges, éreintements, débandades et sacs de nœuds. Nul besoin de remonter jusqu'à ces printanières inondations qui firent la terre pleurer toutes les larmes de son corps et gémir en réclamant du sec et du soleil – ce à quoi, à leur façon, les dieux retors répondirent en faisant flamber les forêts (milliers d'hectares partis en fumée) et mourir de soif les « vieux » (milliers de vieillards sur le carreau), laissant les autorités dites « responsables » « grillées », hargneuses et minables.

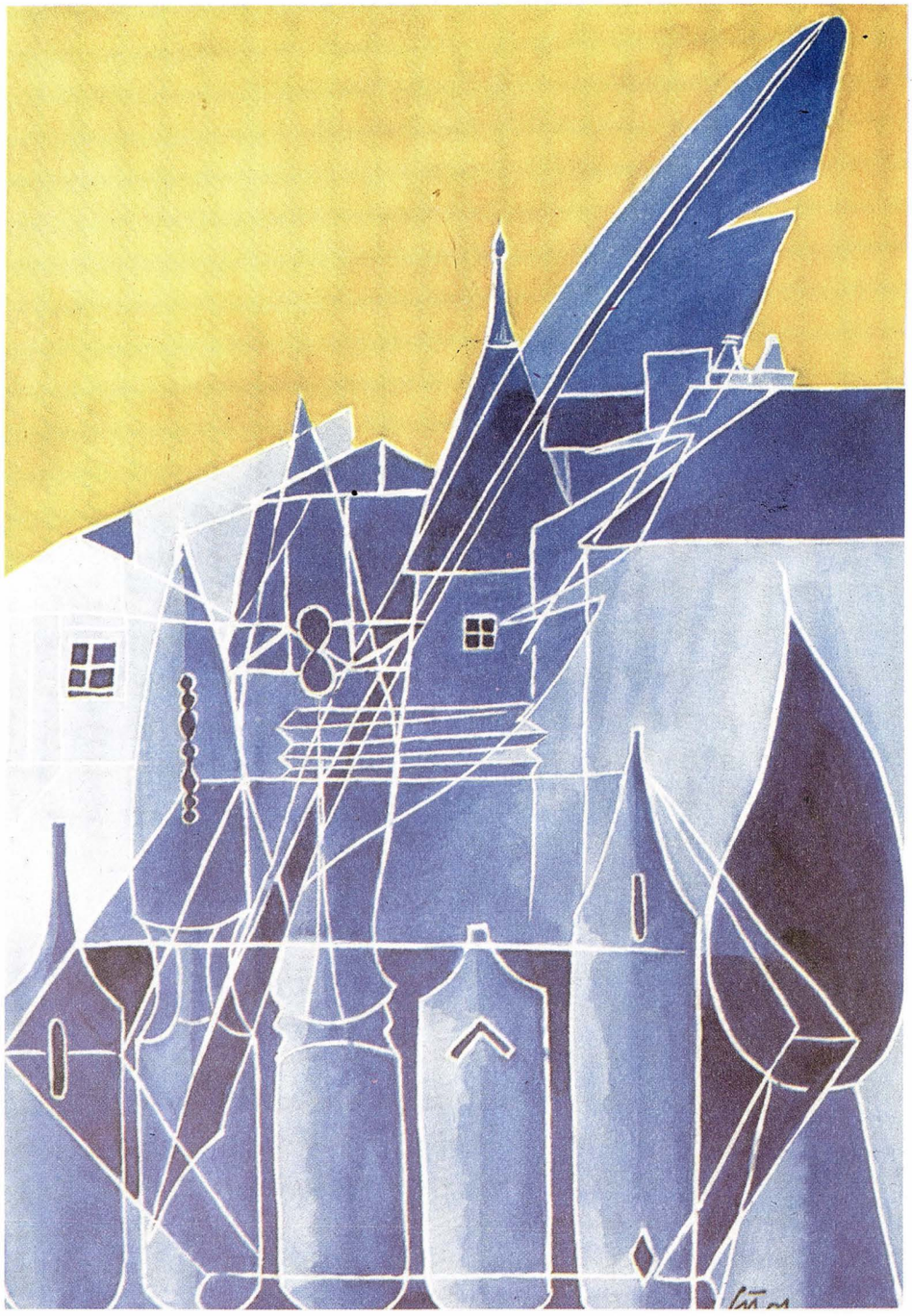
## La légende du siècle

Au plus près de la « France d'en bas », prenons acte de cette légende du siècle que constitua, *inconTournablement*, le tour de France, décrété d'autant plus légendaire que centenaire, et chanté tel à fond de train par les Pindares médiatiques jouant de concert (*sic*) les Pythies et les Bacchantes. Les médias dithyrambiques reléguèrent sans vergogne chutes, blessures, souffrances et dopages au Bestiaire, pour ne véhiculer que le seul souffle des Héros, d'où surgissait, rayonnant et ruant des quatre fers et des deux roues, Lance au Bras-Fort (Armstrong). Surtout pas un mot, sinon pour simple constat et se gargariser du nombre, sur l'haleine fétide de la Bête moderne aux mille visages appelée Public, sur la foule de spectateurs hystériques se précipitant hurlant et gesticulant sur les coureurs ahanant sur leur bicyclette – c'était tout bénéf pour publicitaires et organisateurs. Car telle est la loi : les coureurs, ces fabuleux amants et surmâles de la Petite Reine, doivent céder devant le client-roi, lequel, dûment doté de gadgets – drapeaux, mains, hochets, colifichets et machins divers – s'amuse à les balancer sous le nez des gladiateurs de la cuisse.

Inévitable qu'à un moment décisif d'une étape cruciale, un truc trivial, sac ou chiffon, comment savoir, agité par un enfant, accroche le vélo du maillot jaune Lance Armstrong, et envoie le champion à terre. On frôla, divine surprise médiatique, le tragique, on crut le Tour tout entier sur le point de basculer – lorsque, par miracle, le Héros aux testicules d'acier, se ramassant derechef, remonta sur sa machine inoxydable pour voler galvanisé vers la victoire. On retiendra ceci, à méditer : la parfaite unanimité avec laquelle commentateurs sportifs et médias divers, qui ressassaient à longueur d'étapes les mêmes platitudes ampoulées, prirent soin, hormis une mention fugace, d'oublier et de refouler un incident qui aurait pu être mortel. S'affiche là, spectaculaire, l'essentielle idéologie mercantile du Tour : caresser toujours le public dans le sens du poil, quoi qu'il fasse, et pour la foule folâtre, vraie pollution psychosociale, « laisser faire, laisser passer » (libéralisme !).

## Pollution psychosociale

Physique, la pollution a ses pics, dits d'ozone. Psychosociale, elle a ses culs-de-basse-fosse, zones d'ombre où elle chemine dans les âmes pour altérer, ronger, désespérer, révolter. Canicule aidant, l'été 2003 aura peut-être servi à infuser, mûrir, ruminer (ensemencer au Larzac ?) les amertumes, ressentiments, rages, haines même suscités par les récents affrontements : grève des enseignants (on apprend, ce jour d'août, que pour deux jours de grève encadrant un week-end, le ministre supprimera quatre jours de salaire, tenant ainsi pour nuls et non avenus les jours de repos, samedi-dimanche, repos qui, depuis le *shabbath* biblique, repos de Dieu même, est essence d'humanité – ce qui signifie, outre sanction



Gaston Touraine, *Écrit et image de la Cité*

disciplinaire, régression, chapardage, chantage, etc.) ; boycott des intermittents du spectacle (les mesures pour les « normaliser » révélèrent qu'ils étaient bien le sel d'une culture en mouvement) ; et toutes sortes de décisions (économiques, juridiques, culturelles, etc.) ayant vocation de flouer les Pauvres pour conforter les Riches – oui, c'est comme ça qu'il faut dire, quand on voit le Medef pavoiser. Le terme de « pollution » a ici sa pleine et juste place, car, plus que les notions traditionnelles de conflit ou de lutte, qui supposent un minimum de respect entre parties, il souligne la façon dont les détenteurs de Pouvoir, jouant des gaudrioles nommées « dialogue » ou « concertation », recourent à des procédés – baratin, frime, brutalité, sournoiserie, défausse, novlangue – qui dégradent, avilissent les rapports aussi bien entre groupes qu'entre individus.

Pollution de l'âme – on pourrait qualifier ainsi le comportement du chanteur du groupe Noir Désir (ventes doublées) qui frappe, jusqu'à la faire mourir, sa compagne, l'actrice Marie Trintignant. Si se jouent là, on le sait, des facteurs individuels tels que drogue, alcool, jalousie, etc., ils s'exacerbent et dérapent sous l'emprise d'un contexte socio-économico-culturel global implacable qui chante louange et gloire (quelle « vie fabuleuse », quelle « vie réussie », comme ils disent) aux virils, durs, gagneurs, battants (avec ce comble, à la pointe du commentaire sportif : « tueur », « guerrier »). « Gros bisous » partout, oui oui, en veux-tu en voilà – mais par en dessous, c'est main au cul et coup aux couilles.

## Miasmes planétaires

« Pollution » sentant par trop son ozone, on utilisera « miasmes » pour qualifier les espèces de pestilences politiques rampantes émanant de divers points de la planète.

Liberia : on s'y massacre allégrement sous l'œil des caméras et des observateurs (200 000 morts) – l'Onu est aux abonnés absents pour vacance estivale, tandis qu'on implore l'intervention de l'armée US trimballant sacs de maïs.

Irak : les hommes de main de Saddam dégainent, font leur carton quotidien sur les soldats américains ; mais les morts américaines et britanniques, qui sont aussi des morts humaines, n'intéressent ni les humanitaires et droits de l'homme, prompts hier à gémir sur le sort du peuple irakien, ni les Onusiens, hier impatients d'entrer dans le jeu au nom du droit et qui ne pensent plus désormais qu'à faire affaires (entendez-vous aussi, dans nos campagnes, ce propos revanchard : tu l'as voulu George (Dandin) Bush ?) – il faut quelques massacrés « forts », haut-commissaire ou dirigeant chiite pour les sortir de leur torpeur.

Reste que, pollution planétaire avérée (planète polluée, humanité polluante), le terrorisme continue de cracher de par le monde (sacrée mondialisation, mondialisation du sacré) ses borborygmes d'apocalypse. Gros coups par-ci, coups bas par-là. Ça traîne, funeste rituel : en Corse, édifices dynamités, voitures incendiées, plaque mortuaire brisée ; conflit israélo-palestinien, on crut naïvement qu'à force de danser face à face au bord de l'abîme, les frères ennemis finiraient par connaître un peu le vertige... De tout cela, et de bien d'autres avatars, ce qui s'expose avec une mortelle et stridente évidence, derrière bêtise, dérobade et forfanterie, c'est encore cette sacrée idée de « nation » dont se gobergent Pouvoirs et Terreurs, permanents pics de pollution du monde moderne, qui livrent peut-être là leurs ultimes soubresauts, mais frappés d'autant plus d'absurdité, de rage, de délire.

**R.D.**

agenda

## Jeudi 18 septembre
### Paris 1er

Rassemblement à l'appel du Groupe libertaire d'Ivry devant le tribunal de Paris, 6, bld du Palais, M° Cité, à partir de 13h30, pour soutenir Nico et *le Monde libertaire*, qui passent en procès.

## Samedi 20 septembre
### Lyon 1er

Pot de rentrée de l'UL FA de Lyon à 17 heures à la Plume-noire, 19, rue Pierre-Blanc.

### Paris 1er

Semaine du RATP. Grande action *Porte ouverte*, à 14 heures, place du Châtelet.

## Dimanche 21 septembre
### Paris 11e

Semaine du RATP. Action *Trottoirs payants*, à 15 heures place de la République.

## Lundi 22 septembre
### Paris 1er

Semaine du RATP. *C'est la vélorution*, à 18h30 place du Châtelet.

### Paris 13e

Semaine du RATP. *Déplacements sous contrôle*, débat à 20 heures au cinéma le Barbizon, 141, rue de Tolbiac, M° Tolbiac.

## Mardi 23 septembre
### Ivry-sur-Seine

Le Groupe libertaire d'Ivry (FA) organise une réunion publique sur le thème *Après les grèves du printemps et de l'été, quel bilan? Quelles perspectives? Contre le gouvernement et le Medef, autogestion des luttes, action directe!* avec la participation de militants anarchosyndicalistes. Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M° Pierre-Curie. Ouverture des portes dès 19h30, bar et petite restauration.

## 26, 27, 28 septembre
### Arcueil

*Femmes en résistances, hier et aujourd'hui, ici et là-bas* Les femmes et la guerre, les femmes et la paix... Une rencontre pour en débattre, s'informe et agir. Films, tables rondes, exposition, information. Au Centre culturel Jean-Vilar, 1, rue Paul-Signac.

## Samedi 27 Septembre
### Chelles

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA projette le film *Paroles de Bibs*. Le film sera suivi d'un débat sur le monde du travail avec la réalisatrice Jocelyne Lemaire-Darnaud. À 20h30, 1 bis, rue Émilie, entrée libre.

### Paris20e

Concert de soutien à la CNT-PTT, au 33, rue des Vignoles. Avec Los Foiros, Son de Lucha et la Brigada Flores Magón.

### Savennes

Fête de soutien aux inculpé-e-s des luttes sociales, organisée par la Bête-noire.

## 27 et 28 septembre
### Merlieux

Premier Village du livre off, organisé par le groupe Kropotkine de la FA.

## Dimanche 28 septembre
### Besançon

À partir de midi, pour sa rentrée, le groupe Proudhon et sa librairie l'Autodidacte organisent un repas de quartier, place Marulaz. Chacun amène sa bouffe et on partage!

## Radio libertaire

### Mercredi 17 septembre

**Le Manège:** à 14 heures, Alfredo Bryce-Echenique, auteur péruvien, pour *Guide triste de Paris*, *Un monde pour Julius* aux éditions Métailié.

**Blues en liberté:** de 10h30 à 12 heures, Willie Dixon, bassiste et découvreur de talents chez Chess.

### Samedi 20 septembre

**Chroniques rebelles:** à partir de 13h30, *Femmes en résistances, hier et aujourd'hui, ici et là-bas.*

**Bulles noires:** de 15h30 à 19 heures, un historique de *Pif gadget*, hebdomadaire de bandes dessinées extrêmement populaire dans les années 1970. Invités, des membres de la rédaction de feu *Pif*.

### Lundi 22 septembre

**Ondes de choc:** de 15 heures à 18 heures, théâtre le « Café des Roses », puis les éditions Syllepse, avec Thierry Maricourt, Éric Tessier, etc.

**Les Destinées de l'histoire:** de 18 heures à 20 heures, reçoivent Sylvain Boulouque, historien, pour *Les Anarchistes français, face aux guerres coloniales, 1945-1962*, paru aux éditions de l'Atelier de création libertaire. Un entretien réalisé en compagnie de Floréal (Deuxième partie).

### Mercredi 24 septembre

**Le manège:** à 14 heures, Régis Jauffret pour son nouveau roman *Univers, univers* aux éditions Verticales.

**Blues en liberté:** de 10h30 à 12 heures, Johnny Young mandoliniste électrique de Chicago.

### lundi 29 septembre

**Ondes de choc:** de 15 heures à 18 heures, le pain dur de Paul Claudel (avant qu'il soit totalement pétainiste et gâteux).

**Les destinées de l'histoire:** de 18 heures à 20 heures, les combats qui ont opposés, pendant plus de vingt ans, un pape et un empereur, Alexandre III, et Frédéric Barberousse.

**89,4 MHz**
**en région parisienne**

# Village du livre OFF

**Le groupe** Pierre-Kropotkine de la Fédération anarchiste organise les 27 et 28 septembre 2003 son premier Village du livre **off** à Merlieux dans le département de l'Aisne

## Un peu d'histoire

Depuis maintenant plus de dix ans, près de Laon, dans l'Aisne, a lieu une manifestation qui attire des milliers de visiteurs : le Village du livre de Merlieux. Cette initiative née de la volonté de militants libertaires et d'habitants du village décidés à animer eux-mêmes, bénévolement, leur coin de campagne, connut rapidement un succès mérité. Malheureusement, devant l'affluence du public attiré par cet air de liberté si peu conventionnel dans nos contrées, les marchands de livres et leur mercantilisme, les autorités territoriales toujours en quête d'un éventuel réservoir à voix finirent par récupérer puis par étouffer le salutaire élan libertaire des débuts, peut-être plus pauvres en moyens mais tellement plus riches en enseignements et en humanité.

Il ne subsiste aujourd'hui qu'une grande foire aux bouquins où des auteurs en batterie abattent de la dédicace pour le plus grand profit de certains libraires, pas tous heureusement, n'ayant comme seul objectif que l'énervant cliquetis de leur tiroir-caisse. Face à la mainmise de ceux qui brandissent une betterave lorsque l'on prononce le mot « culture », les anars du groupe Kropotkine reprennent le flambeau d'une résistance jamais éteinte et vous annoncent parallèlement à la foire commerciale la naissance du premier Village du livre off de Merlieux.

## Un aperçu des festivités

La remise du prix « Ni dieu ni maître » 2003 aura lieu cette année à Merlieux, sous un grand chapiteau, le samedi 27 au soir en présence des compagnes et compagnons du groupe éditeur Los Solidarios.

Des auteurs reconnus, talentueux comme Jacques Tardi, Michel Ragon, pour ne citer qu'eux, ont pris l'engagement d'être à nos côtés dans ce nouveau pari, d'autres ne tarderons pas à les rejoindre. Des débats sont prévus le dimanche après-midi [1].

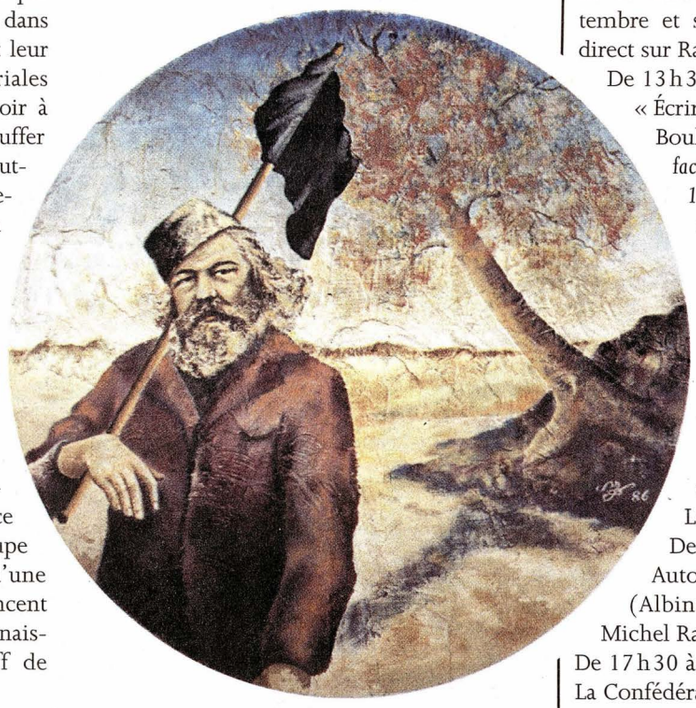
Serge Utge-Royo et Fred Alpi sont au programme pour l'animation musicale.

Pour la partie vidéo, la librairie Publico mettra à disposition de nombreux films militants. Des tables de presse, des éditeurs ou organisations amies seront bien sûr présents pour proposer un choix éclectique d'ouvrages sur le monde à venir : le nôtre.

« Notre ambition a pour objet rien moins que de réenchanter le monde en refusant de réduire à l'état de marchandise les produits de l'inventivité et de la créativité humaines : il s'agit d'exalter une poésie sans limites. » [2]

## Souscription

Si vous aussi vous souscrivez à notre projet, vous pouvez contribuer financièrement à sa réalisation en achetant les posters et tee-shirts de soutien (avec un superbe dessin de Tardi) ou en adressant un chèque de 15 euros ou plus à l'ordre de l'association Moulin de Paris, 8, rue de Fouquerolles, 02000, Merlieux.



Vous pouvez téléphoner au 03 23 80 17 09 pour tous renseignements complémentaires.

Il va sans dire que la comptabilité de notre fête sera totalement transparente, un justificatif des frais engagés sera fourni à tout souscripteur qui en fera la demande une fois la totalité des comptes clos.

**Groupe Pierre-Kropotkine**
**Fédération anarchiste**

1. « Écrire sur l'Algérie » avec Gérard Lorne (*Mémoire vive d'un porteur de valises*), Benoist Rey (*les Égorgeurs*), Sylvain Boulouque (*les Anarchistes français face aux guerres coloniales, 1945-1962*), et un intervenant de la LDH : Gilles Manceron. *La Mémoire des vaincus*, avec l'auteur, Michel Ragon. La Confédération paysanne, avec José Bové.
2. André Bernard et Philippe Garnier dans *le Monde libertaire*, n° 1315.

## Attention ! Ne manquez pas en cette occasion

### Les débats du Off

Ils se dérouleront le dimanche 28 septembre et seront également transmis en direct sur Radio libertaire.

De 13 h 30 à 15 heures :

« Écrire sur l'Algérie », avec Sylvain Boulouque, *Les Anarchistes français face aux guerres coloniales, 1945-1962* (ACL), Gérard Lorne, *Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise* (Los Solidari@s), Gilles Manceron, rédacteur en chef de la revue de la LDH *Homme et Liberté*, également auteur de *Marianne et les colonies*, et Benoist Rey, *Les Égorgeurs*, ouvrage interdit à sa parution en 1961 et réédité depuis par Los Solidari@s.

De 15 h 30 à 17 heures :

Autour de *la Mémoire des vaincus* (Albin Michel), avec son auteur Michel Ragon.

De 17 h 30 à 19 heures :

La Confédération paysanne et ses combats, avec José Bové, sous réserve d'autorisation de déplacement.

### Et aussi les ateliers du Off

Des prestations musicales – il ne s'agit pas de concerts ! – agrémenteront cette journée avec Serge Utgé-Royo, Fred Alpi, un duo local et un atelier-chant à l'orgue de Barbarie où vous pourrez entonner *la Chanson de Craonne* avec Jacques Tardi et d'autres encore.

Un atelier de fabrication de papier recyclé animé par des copains de la FA de l'Ariège.

Un atelier vidéo avec projection de films militants dont *Ici et maintenant*, présentant la FA.

Un point rencontre « À boire et à manger », pour y déguster un gaillac de la cuvée 2003 « Ni dieu ni maître ».

Vous trouverez même un stand espéranto.

# MERLIEUX
# Village du livre OFF

## 27-28 septembre 2003

**Groupe Pierre-Kropotkine de la Fédération anarchiste** *Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolle. 02000 Merlieux, tel : 03 23 80 17 09*